

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DU

BÉNÉFICE D'ÉMOLUMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Samedi 23 Juillet 1898

A 3 HEURES 1/2

Par Ernest THILLIEZ

Jury d'Examen :

Président : M. J. MARIE, professeur.

Suffragants { M. LAISNÉ DES HAYES, professeur.
 { M. AMBROISE COLIN, professeur.

ARRAS

Imprimerie SUEUR-CHARRUEY

10, rue des Balances

1898

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548417_0032

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

DU

BÉNÉFICE D'ÉMOLUMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Samedi 23 Juillet 1898

A 3 HEURES 1/2

Par Ernest THILLIEZ

Jury d'Examen :

Président : M. J. MARIE, professeur.

Suffragants { M. LAISNÉ DES HAYES, professeur.
 { M. AMBROISE COLIN, professeur.

ARRAS

Imprimerie SUEUR-CHARRUEY

10, rue des Balances

1898



UNIVERSITÉ DE CAEN

UNIVERSITÉ DE CAEN

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

Année scolaire 1897-1898

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I, 1883), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (*, I, 1883), professeur de *Droit administratif*.

DANJON (I. 1883), professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. 1883), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (O. A. 1883), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Code civil*.

GUILLOUARD (* I, 1883 C. 1884) professeur de *Code civil*.

LEBRET (I. 1883), professeur de *Code civil* (élu député du Calvados).

CABOUAT (I. 1883), professeur de *Droit international public* et *privé*, et de *Législation industrielle*.

MARIE (I. 1883), assesseur du doyen, professeur de *Droit criminel*, et chargé du cours sur la *Coutume de Normandie*.

Ambroise COLIN (I. 1883), professeur de *Code civil*, et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.

BIVILLE (A. 1883), professeur de *Procédure civile*, et chargé du cours d'*Histoire générale du Droit français*.

AGRÉGÉS :

MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain*, du cours de *Pandectes* et du cours de *Code civil approfondi et comparé*.

René WORMS (A. 1881), chargé des cours d'*Histoire des Doctrines économiques* et d'*Économie politique*.

LE FUR, chargé des cours de *Législation financière* et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I, 1882), secrétaire du Conseil de l'Université de Caen.

BIBLIOGRAPHIE

I. — ANCIEN DROIT.

BOURDOT DE RICHEBOURG. Nouveau coutumier général, ou Corps des coutumes générales et particulières de la France et des provinces.

BOURJON. Le Droit commun de la France et la coutume de Paris.

BRILLON. Dictionnaire des arrêts.

BRODEAU. Commentaire sur la coutume de la prévôté et vicomté de Paris.

DELALANDE. Coutume d'Orléans.

DUMOULIN. Coutume de la prévôté et vicomté de Paris.

DUMOULIN. Les coutumes générales et particulières de France et de Gaule.

DUPLESSIS. Coutume de Paris.

FERRIÈRE. Nouveau commentaire sur la coutume de Paris.

GUY-COQUILLE. Traité sur la coutume du Nivernais.

GUY-COQUILLE. Questions et réponses sur les articles des coutumes.

LE MAISTRE. Coutume de Paris.

LAURIÈRE. Coutume de Paris.

LOUET. Recueil de plusieurs arrêts notables du parlement de Paris.

POTHIER. Traité de la communauté.

POTHIER. Coutume d'Orléans.

RENUSSON. Traité de la Communauté,

II. — DROIT ACTUEL.

ACOLLAS. Manuel de Droit civil. 2^e édition, Paris 1874, tome III, p. 142 à 143.

ARNTZ. Cours de Droit civil français. 2^e édition. Paris 1880. Tome III, n^o 781 à 790 et n^o 861.

AUBRY ET RAU. Cours de Droit civil français. 4^e édition. Paris 1872. Tome V, § 320, p. 432 à 444 ; § 330, p. 507 et 509.

BATTUR. Traité de la communauté de biens entre époux. Paris 1830. Tome II, n^o 803 à 810.

BERNARD. Cours de Droit civil. Paris 1874. Tome III, p. 57 à 61 et p. 78.

BELLOT DES MINIÈRES. Traité du contrat de mariage, 2^e édition. Paris 1838. Tome II, p. 514 à 544.

COLMET DE SANTERRE ET DEMANTE. Cours analytique de Droit civil. Paris 1872. Tome VI, n^{os} 143 et 143 bis, n^o 143 bis, à 153.

CROISILLE. De l'influence des clauses de communauté conventionnelle sur les droits des créanciers et le règlement du passif entre les époux. Amiens 1882, p. 194 à 197, p. 198.

CUBAIN. Traité des droits des femmes en matière civile et commerciale, Paris 1842, n^o 253 à 264.

DALLOZ. Répertoire de jurisprudence, de législation et de doctrine.

DALLOZ. Répertoire de législation, de droit et de jurisprudence. Tome XIII, contrat de mariage, n^o 2457 à 2519.— Supplément au répertoire, Tome IV, contrat de mariage, n^o 889 à 920, n^{os} 1069 et 1080.

DURANTON. Cours de Droit français. 3^e édition. Bruxelles 1883. Tome VIII, n^o 486 à 494.

- FOLLEVILLE (de). Traité du contrat pécuniaire de mariage et des droits respectifs des époux quant aux biens. Paris 1883. Tome I, n° 506 à 509, n° 519 à 530.
- FUZIER-HERMAN. Répertoire général du Droit français. Tome XII. Communauté n° 2264 à 2368, n° 3180 et 3181, n° 3219.
- GUILLOUARD. Traité du contrat de mariage. 2^e édition. Paris 1888. Tome XIII, n° 1385 à 1419, n° 1636 et 1641.
- HUC. Traité de Droit civil. Paris 1886. Tome IX, contrat de mariage, n° 335 à 338, n° 340 à 342.
- HUC. Le Code civil italien et le Code Napoléon. 2^e édition. Paris 1868. Tome II, p. 211, 212 et 306.
- LAURENT. Principes de Droit civil français. 2^e édition. Bruxelles 1876, Tome XXIII, n° 64 à 81, n° 91 à 96, n° 372 et 375 bis.
- LAURENT. Avant-projet de révision du Code civil. Bruxelles 1883, articles 1518, 1519 et 1526.
- LOCRE. La législation civile, commerciale et criminelle de la France. Paris 1828. Tome XIII, p. 233 et 254.
- MARCADE ET PONT. Explication théorique et pratique du Code Napoléon. Paris 1853, Tome V, p. 625 à 629, p. 631 à 638, p. 717 et 718.
- MASSÉ ET VERGÉ SUR ZACHARIÆ. Le Droit civil français. Paris 1858. Tome IV, p. 166 à 170.
- MERLIN. Répertoire de Jurisprudence. V. Bénéfice d'inventaire.
- ODIER. Contrat de mariage. Paris 1847, Tome I, p. 495 à 511.
- PLANIOL. Du bénéfice d'inventaire, Paris 1879, p. 188 à 202.
- RODIÈRE ET PONT. Traité du contrat de mariage. 2^e édition. Paris 1868. Tome II, n° 1112 à 1131, n° 1133, n° 1142 à 1147. Tome III, n° 1598 et 1612.
- SIREY. Recueil général des lois et arrêts.
- TESSIER ET DELOUVES. Traité de la société d'acquêts, 2^e édition, Bordeaux 1881, n° 227 à 234.

TOULLIER. Le Droit civil français. Bruxelles 1829, Tome XIII,
n° 242 à 259.

TROPLONG. Du contrat de mariage et des droits respectifs des
époux. 2^e édition, Paris 1851. Tome III. n° 1728 à 1761,
n° 2166.

DU BÉNÉFICE D'ÉMOLUMENT

INTRODUCTION

SOMMAIRE : Définition du bénéfice d'émolument ; — Motifs qui le justifient ; — Division adoptée.

Le bénéfice d'émolument est une sorte de privilège établi au profit de la femme commune en biens, et en vertu duquel elle ne supporte les dettes de la communauté, à la dissolution de celle-ci, que jusqu'à concurrence de la valeur des biens à elle échus par l'effet du partage de l'actif.

Cette définition deviendra plus précise à mesure que nous avancerons dans notre étude ; elle a l'avantage de contenir en quelques lignes l'essence même du bénéfice d'émolument : elle nous apprend ce qu'il est, au profit de quelle personne il est établi, sous quel régime de

mariage il a lieu, à quelle époque il s'exerce, et enfin quel est son effet propre et caractéristique. Pour le moment bornons-nous à retenir que le bénéfice d'émolument est une sorte de privilège, non pas au sens strict et juridique du mot, mais au sens général de droit exceptionnel, d'avantage, de faveur, privilège qui autorise la femme à ne supporter les dettes communes que jusqu'à concurrence de sa part dans l'actif social, et examinons comment il déroge au droit commun.

En principe, à la dissolution de la communauté, les dettes se divisent par parts égales entre les deux époux ou leurs représentants ; telle est la règle contenue dans l'article 1482 du Code civil, aux termes duquel, « les dettes de la communauté sont pour moitié à la charge des époux ou de leurs héritiers. » Chacun des époux recueillant la moitié de l'actif (article 1474), supporte également la moitié du passif ; rien ne semble plus équitable.

Pourtant, aussitôt après avoir posé cette règle, dans l'article 1482, le législateur y apporte, dans l'article suivant, une grave exception ; il ne veut pas que dans l'hypothèse où la communauté est insolvable, où les dettes l'emportent sur la valeur de l'actif, la femme puisse être forcée de sacrifier une partie de sa fortune personnelle pour désintéresser les créanciers communs, et il décide que, quelle que soit l'importance du passif de la communauté, la femme n'en est tenue que jusqu'à concurrence du montant des biens qu'elle recueille par le partage : « La femme, dit en effet l'article 1483, n'est tenue des dettes de la communauté, que jusqu'à concurrence

de son émolument ; » de là vient le nom de bénéfice d'émolument donné universellement à ce privilège.

Pour bien saisir la portée de cette dérogation au droit commun, prenons un exemple ; supposons que l'actif d'une communauté dissoute s'élève à 4,000 francs, et le passif à 10,000 francs. D'après l'article 1482, la femme devrait payer 5,000 francs de dettes ; en d'autres termes elle devrait verser entre les mains des créanciers, d'une part les 2.000 francs qu'elle recueille (article 1474), et d'autre part une somme de 3,000 francs qu'elle prendrait sur ses biens propres ; c'est ce sacrifice que le bénéfice d'émolument lui permet d'éviter, en l'autorisant à ne fournir aux créanciers que la valeur de son émolument, soit 2,000 francs seulement. L'excédant, c'est-à-dire 3,000 francs, dans notre espèce, est reporté à la charge du mari, et ainsi, bien que chacun des conjoints prenne la même somme dans l'actif, le mari supporte 8,000 francs de dettes, et la femme 2,000 francs ; l'équilibre est rompu, l'égalité établie entre les époux par les articles 1474 et 1482 disparaît au profit de la femme et au préjudice du mari.

Pourquoi cette grave dérogation à la règle de l'article 1482 ? Pourquoi une telle faveur pour la femme ? Pourquoi limiter sa contribution aux dettes de la communauté, tout en lui permettant de participer indéfiniment aux bénéfices que l'association conjugale a réalisés pendant le cours du mariage ?

La raison de cette exception au droit commun se trouve dans le contraste qui existe entre les pouvoirs du mari

sur les biens de la communauté, et la situation effacée et dépendante de la femme, relativement à ces mêmes biens. Les rédacteurs du Code civil ont en effet consacré en cette matière, les règles de nos anciennes coutumes, et si le mari n'a plus, dans notre droit actuel, cette qualification si énergique de « seigneur et maître de la communauté, » il n'en a pas moins gardé sur le patrimoine commun, en quelque sorte, les pouvoirs d'un véritable propriétaire. Sans doute la loi ne l'autorise à disposer à titre gratuit des biens communs, qu'avec d'importantes restrictions ; ainsi la donation entre vifs d'un immeuble et la donation de l'universalité ou d'une quote-part du mobilier lui sont formellement interdites ; seules les donations de tel ou tel meuble déterminé lui sont permises, et encore, à la condition expresse qu'il ne s'en réservera pas l'usufruit (article 1422). Mais à l'égard des actes à titre onéreux, ses pouvoirs sont presque sans limites ; il a l'administration pleine et entière, sans contrôle, des biens de la communauté ; il en peut disposer à son gré, les vendre ou plus généralement les aliéner ; l'hypothèque elle-même, si dangereuse pourtant, puisque sous l'apparence d'une simple garantie d'obligation, elle aboutit trop souvent à une aliénation forcée, et par suite onéreuse et inopportune, peut être consentie par lui, sans qu'il ait besoin ni du concours de la femme, ni de son consentement (article 1421). Disons enfin qu'aux termes de l'article 1409, al. 2, toutes les dettes nées de son chef pendant le mariage, pour quelque cause que ce soit, viennent grever le passif de la communauté.

Bien différente est la situation de la femme. En raison

de son peu d'aptitude aux affaires, de ses occupations domestiques, et surtout de la dépendance à laquelle elle est assujettie vis-à-vis de son mari (article 213), la loi l'écarte d'une façon absolue de la gestion du patrimoine commun. Elle ne lui donne aucun moyen de s'opposer aux actes d'administration ou de disposition de son conjoint, aucun droit de surveillance, aucun droit de contrôle. A ce point de vue il est donc vrai de dire que la personnalité de la femme s'efface et se confond avec celle du mari qui seul représente la communauté et seul peut agir en son nom.

Dès lors il paraît fort équitable que la femme ne réponde pas des suites d'une mauvaise gestion à laquelle, en vertu des dispositions mêmes de la loi, elle est restée complètement étrangère. Aussi, à la dissolution de la communauté, la femme ne supporte-t-elle les dettes que jusqu'à concurrence de son émolument ; sa fortune personnelle est à l'abri de tout risque de perte. Au contraire le mari pleinement responsable de la ruine de la communauté, est tenu de la moitié des dettes, et en outre de la différence entre l'autre moitié et l'émolument de la femme. Qu'il ne se plaigne point, c'était à lui de mieux gérer le patrimoine qui lui était confié.

Nous nous conformerons dans cette étude au plan suivant : Tout d'abord nous donnerons quelques notions historiques sur le bénéfice d'émolument ; nous l'étudierons ensuite dans notre législation actuelle ; puis nous le comparerons avec le bénéfice d'inventaire ; enfin dans notre conclusion nous verrons les diverses réformes qu'il serait utile de lui faire subir.

Ces matières seront ainsi distribuées :

Première partie. — Notions historiques.

Deuxième partie. — Du bénéfice d'émolument dans
notre législation actuelle.

Troisième partie. — Comparaison entre le bénéfice
d'émolument et le bénéfice d'in-
ventaire.

Conclusion.

PREMIÈRE PARTIE

NOTIONS HISTORIQUES

SOMMAIRE : État de la communauté avant le xvi^e siècle relativement à la responsabilité de la femme au point de vue des dettes. Institution du bénéfice d'émolument ; arrêt du parlement de Paris du 14 août 1567 ; articles 221 et 228 de la coutume de Paris, article 187 de la coutume d'Orléans. Extension rapide du bénéfice d'émolument dans tous les pays de coutumes ; exception à cet accord universel : coutume de Bretagne. Caractères généraux du bénéfice d'émolument dans l'ancien droit.

La communauté de biens est apparue en France de très bonne heure. Relatée dans la charte de la coutume d'Amiens en 1117, et un peu plus tard dans les Assises de Jérusalem, elle était au xiii^e siècle le régime matrimonial ordinaire des pays de coutumes (1). A cette époque déjà elle apparaissait avec cette inégalité entre les pouvoirs du mari et ceux de la femme, relativement au patrimoine commun, que nous avons signalée ci-dessus ; par contre l'on n'y trouvait pas ces mesures de protection, ces garanties nécessaires à la femme en raison de sa situation dépendante, que notre législation actuelle lui a largement reconnues. A la dissolution de la communauté, la femme supportait comme le mari la moitié du

(1) Hochard. Etude sur la communauté réduite aux acquets, p. 17.

passif ; comme lui, elle en était tenue indéfiniment, sans aucune limite, et si les biens mis dans son lot ne suffisaient pas au paiement des dettes communes, elle devait les acquitter sur sa fortune personnelle.

Primitivement nul moyen ne lui était donné pour se soustraire à cette trop lourde charge, mais peu à peu un double progrès vint améliorer la situation de la femme.

Une première réforme s'accomplit à l'époque des Croisades. Pour subvenir aux frais considérables qu'entraînaient ces expéditions lointaines et périlleuses, les seigneurs furent souvent réduits à emprunter les sommes dont ils avaient besoin, et ces dettes grevaient parfois très lourdement le patrimoine commun. A la mort du mari l'actif était inférieur au passif ; la femme tenue indéfiniment de la moitié des charges communes voyait les créanciers saisir ses biens propres, et était ruinée pour des dettes auxquelles elle n'avait nullement participé. Aussi permit-on aux femmes nobles d'échapper désormais à l'obligation de payer les dettes communes, en abandonnant à la dissolution du mariage, tous leurs droits dans l'actif, c'est-à-dire en renonçant à la communauté.

C'était une amélioration très réelle du sort de la femme ; cependant le remède était insuffisant. En effet, d'une part le droit de renoncer à la communauté créé seulement pour les femmes nobles, ne fut étendu aux roturières que lentement, comme à regret, et quelquefois fort tard ; ainsi dans la première rédaction de la coutume

de Paris, en 1510, les femmes roturières ne jouissaient pas encore de cette faveur. D'un autre côté il pouvait se faire que la femme croyant la communauté assez riche pour acquitter toutes les charges dont elle se trouvait grevée, prît parti dans le sens de l'acceptation ; si elle venait à découvrir ensuite de nouvelles dettes contractées par le mari à son insu, il lui était pourtant impossible de revenir sur une décision à jamais irrévocable, et sa fortune personnelle était encore une fois compromise par l'obligation de payer des dettes auxquelles elle était demeurée absolument étrangère, et dont elle ignorait même l'existence.

En matière de succession notre ancien droit avait conservé, au profit de l'héritier, le privilège de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire que le droit romain lui reconnaissait déjà, et en vertu duquel il n'acquittait les dettes de l'hérédité qu'*intra vires successionis* ; mais bien qu'il y ait une grande ressemblance entre la situation de la femme mariée tenue d'une partie des dettes de la communauté, et celle de l'héritier tenu des dettes du défunt, aucune institution analogue au bénéfice d'inventaire n'existait dans le régime de la communauté.

Des protestations très vives se firent entendre contre cet état de choses ; au commencement du xvi^e siècle surtout elles devinrent pressantes ; de toutes parts on réclamait des mesures qui garantissent efficacement la conservation de la fortune de la femme contre les abus commis par le mari dans l'administration du fonds commun. Enfin la jurisprudence vint donner satisfaction à

ces réclamations et aux vœux de tous ; elle reconnut au profit de la femme commune en biens, l'existence d'un nouveau privilège, le bénéfice d'émolument, qui lui permit de ne payer désormais les dettes de la communauté que jusqu'à concurrence des biens qu'elle y recueillerait.

Des arrêts du parlement de Paris des 22 février 1543, 17 avril 1554 et 22 juin 1556 (1) commencèrent la réforme qui fut définitivement consacrée par un arrêt solennel rendu le 14 août 1567. Dans son traité sur la Coutume du Nivernais, Guy-Coquille fait mention de cet arrêt décisif : « La femme, dit-il, quoiqu'elle se trouve commune en biens, n'est tenue des dettes de son mari, lesquelles elle n'a pas contractées expressément, sinon jusqu'à la concurrence de la part qu'elle prend ès meubles et conquêts de la communauté. Ainsi fut dit par arrêt solennel, prononcé par M. le président Séguier, le 14 août 1567, pour Anne Spifame, femme de M. Jean Meulnier ; j'y étais présent, et fut dit qu'elle prendrait les propres et son douaire, sans charge de dettes faites par son mari. La raison dudit arrêt est que, si autrement était, le mari par voie oblique aurait puissance sur les propres et douaire de sa femme, desquels toutefois la coutume lui défend l'aliénation. (2). »

A dater de cet arrêt le bénéfice d'émolument était né, et il ne devait pas tarder à être sanctionné par les cou-

(1) V. Brillon. Dictionnaire des arrêts. Edition de 1711. Tome I, p. 680.

(2) Guy-Coquille. Traité sur la Coutume du Nivernais. Chapitre xxiii ; article 7, p. 218.

tumes. Quelques années plus tard, en 1580, il était législativement reconnu par les articles 221 et 228 de la Coutume de Paris nouvellement rédigée. L'article 221 ne fait guère qu'annoncer le nouveau privilège de la femme (1), mais l'article 228 est plus complet et plus précis ; il décide que le « mari ne peut par contrat et obligation faits devant ou durant le mariage, obliger sa femme sans son consentement, plus avant que jusques à la concurrence de ce qu'elle ou ses héritiers amendent de la communauté ; pourvu toutefois qu'après le décès de l'un des conjoints, soit fait loyal inventaire, et qu'il n'y ait faute ni fraude de la part de la femme ou de ses héritiers. »

A l'exemple de la Coutume de Paris, la coutume d'Orléans rédigée d'ailleurs par les mêmes commissaires, adopta officiellement l'institution du bénéfice d'émolument. En effet l'article 187 de cette coutume est ainsi conçu : « Ainsi est tenu le survivant payer la moitié des dettes.... Et néanmoins ne sont tenus ni la femme, ni ses héritiers, sinon jusques à la concurrence des biens de la communauté, pourvu que... ; » la fin de l'article reproduit exactement les termes de l'article 228 de la Coutume de Paris.

(1) Article 221 : A cause de laquelle communauté le mari est tenu personnellement payer les dettes mobilières dues à cause de sa femme... ; et aussi la femme est tenue, après le trépas de son mari, payer la moitié des dettes mobilières faites et accrues par ledit mari, tant durant ledit mariage qu'auparavant icelui. Et ce jusques à la concurrence de la communauté, comme il sera dit ci-après.

En même temps tous les auteurs de l'époque s'accordaient à reconnaître le bien-fondé de l'innovation de l'arrêt de 1567. Ils la considéraient comme une sorte de contre-poids apporté à l'omnipotence du mari, comme une garantie nécessaire donnée à la femme contre la ruine à laquelle il pourrait la conduire, en contractant sans sa participation des dettes considérables (1), et enfin comme une sanction de la règle qui défend au mari l'aliénation directe ou indirecte des biens de sa femme. « On a donné à la femme, dit Renusson, ce privilège de n'être tenue des dettes de la communauté, que jusques à concurrence de ce qu'elle ou ses héritiers amendent de la communauté, parce que le mari a assez d'avantages d'être maître de la communauté, et de pouvoir consommer le bien de la communauté, *potest dissipare, perdere, abuti* ; mais il ne serait pas juste que le mari pût consommer les biens propres de sa femme, sans son consentement, *maritus non potest onerare propria uxoris*. (2) »

Des coutumes de Paris et d'Orléans, le bénéfice d'immolument passa ensuite dans les autres coutumes. Certaines l'adoptèrent formellement ; citons la coutume d'Auxerre (article 192), la coutume de Melun (article 217), la coutume de Sens (article 214), la coutume de Tours (article 270), la coutume de Calais (article 30), la coutume de Cambrai (article 15).

(1) V. Ferrière. Nouveau commentaire sur la coutume de Paris, édition de 1770, tome II, p. 37.

(2) Renusson. Traité de la communauté. Edition de 1723, p. 149 et 420. V. aussi Guy-Coquille à la fin du passage précité.

En outre dans les provinces dont les coutumes n'admettaient pas expressément le bénéfice d'émolument, on appliquait généralement l'article 228 de la Coutume de Paris (1). Et ce fait ne doit pas nous surprendre, car d'une part l'utilité du nouveau privilège n'était contestée par personne, et d'autre part il était d'usage, lorsqu'une coutume restait muette sur un point de droit, de suppléer à ce silence par les dispositions de la Coutume de Paris, au moins quand il s'agissait d'une matière d'origine purement coutumière (2). Conformément à cette doctrine,

(1) V. Lemaistre, *Coutume de Paris*, édition de 1744, p. 236 ; — Bourjon, *Le droit commun de la France et la coutume de Paris*, édition de 1770, tome II, p. 623 ; — Louet, *Recueil de plusieurs arrêts notables du parlement de Paris*, édition de 1712, tome I, p. 341 ; — Brillou, *Dictionnaire des arrêts*, édition de 1711, tome I, p. 680.

(2) Cet usage est attesté par Brodeau dans son commentaire sur la coutume de la Prévoté et Vicomté de Paris (édition de 1635, tome I, p. 3 et 4). « Cette coutume, rapporte-t-il, dont l'air doux et salulaire est respiré par Messieurs du Parlement, est comme la maîtresse coutume ordinairement étendue par les arrêts aux autres coutumes, pour les cas qui n'y sont pas décidés, et principalement ès matières qui sont de droit pur français, non empruntées de la jurisprudence romaine, comme..... la communauté, douaire, don mutuel, remploi des propres, et autres semblables, inconnues aux jurisconsultes et empereurs romains, qui sont admirablement décidées par la coutume de Paris..... Ce qui n'a pas été établi et introduit par jalousie, ni par le seul respect de la majesté et autorité de cette coutume, mais sur ce que l'on a vu que les peuples qui en reconnaissaient l'équité s'y étaient volontairement soumis par l'usage constant et notoire de leurs provinces. Ce qui est remarqué par Coquille, sur la coutume du Nivernais....., où il est dit que ès points non décidés par cette coutume, il est bon de se servir de celle de Paris, non pas pour l'autorité, mais pour la raison et le respect des grands personnages qui ont été auteurs de sa rédaction. »

un arrêt solennel rendu le 14 août 1589, fit application de l'article 228 dans la Coutume de Vermandois, bien que cette coutume obligeât nommément la veuve à payer la moitié des dettes de la communauté. De même des arrêts des 27 janvier 1606, 13 août 1613, 16 janvier 1618, 18 mai 1619 et un arrêt de 1627 introduisirent le bénéfice d'émolument dans les Coutumes de Londunois, d'Angoumois, d'Amiens, d'Agen et de Montargis (1). Enfin, au témoignage de Dumoulin, la femme jouissait du bénéfice d'émolument même dans les coutumes qui lui refusaient le droit de renoncer à la communauté, c'est ce qu'il dit sous l'article 252 de la Coutume de Poitou : « *Adde quod in locis, in quibus non permittitur viduæ renuntiare societati, tamen respectu debitorum quibus se non obligavit, non tenetur nisi ad concurrentiam commodi quod capit e societate....* (2). »

Soit par les dispositions formelles des coutumes, soit en vertu des arrêts des parlements, dans les pays dont les coutumes gardaient le silence à cet égard, le bénéfice d'émolument était devenu de droit commun en France, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Il faut cependant mentionner une exception à cet accord pour ainsi dire universel. Une seule coutume, celle de Bretagne, refusait à la femme

(1) V. Brillou, Dictionnaire des arrêts, tome I, p. 680, et Louet, Recueil de plusieurs arrêts notables du parlement de Paris, tome I, p. 340 et 341.

(2) V. également Bourjon, Le droit commun de la France et la coutume de Paris, tome II, p. 623, et Duplessis, Coutume de Paris, édition de 1702, p. 93.

le privilège de ne payer les dettes que dans la limite de son émolument, et elle persista dans cette rigueur jusqu'à la fin de l'ancien droit. Cette exception a du reste été reconnue et consacrée par la Cour de cassation, le 21 juillet 1812, dans une espèce où il s'agissait de deux époux mariés sous l'empire de la coutume de Bretagne ; la Cour a cassé la décision qui lui était soumise et manifesté ainsi, qu'elle regardait la femme comme tenue indéfiniment de sa moitié (1).

Malgré cette réserve de la coutume de Bretagne, on peut dire que l'innovation de l'arrêt de 1567 était définitivement entrée dans notre droit coutumier ; aussi quand après la tourmente révolutionnaire, le premier consul ordonna de procéder à la codification de nos lois, le bénéfice d'émolument fut-il maintenu sans aucune discussion dans l'article 92 du projet devenu l'article 1483 du code civil.

Mais avant d'étudier la législation actuelle du bénéfice d'émolument, il convient d'examiner brièvement la physiologie générale de ce privilège, à la fin de l'ancien régime.

D'après l'article 228 de la coutume de Paris, la femme

(1) V. Dalloz, Répertoire, tome XIII, p. 494, n. 2459 et note « La Cour, vu l'article 435 Coutume de Bretagne, attendu qu'aux termes de cet article, la femme qui accepte la communauté est tenue de payer la moitié des dettes indéfiniment et sans restriction ; que cette disposition n'est modifiée par aucune autre de la coutume ; qu'au contraire toute exception est de plus fort exclue par les articles 426, 567 et 583 qui la consacrent de même.... Casse et annule... »

ne pouvait se prévaloir du bénéfice d'émolument qu'à la condition d'avoir fait un inventaire exact des biens de la communauté, et l'on s'accordait à la déclarer déchue de son privilège et tenue des dettes communes sans aucune limite, tant en l'absence d'inventaire (1), qu'en cas de recelés ou de fraudes quelconques dans la confection de l'inventaire (2). Cet acte était exigé de la femme quelle que fût la cause de dissolution de la communauté; il était également exigé de ses héritiers. Toutefois à l'égard du mari, l'inventaire n'était pas considéré comme absolument nécessaire; il pouvait être suppléé par l'acte de partage des biens communs (3).

La femme devait en second lieu présenter un compte des biens qu'elle prenait dans la communauté; elle faisait figurer dans ce compte les objets que le partage lui avait attribués, soit pour sa part, soit à titre de préciput, et les fruits qu'elle avait perçus sur ces biens. Elle devait également compte des sommes dont elle était débitrice envers la communauté et qui étaient précomptées sur sa part (4).

Le bénéfice d'émolument avait effet aussi bien au regard des créanciers qu'à l'égard du mari (5). Cependant

(1) Duplessis. Coutume de Paris. Edition de 1702, p. 94.

(2) Duplessis. Coutume de Paris, p. 93. — Laurière. Coutume de Paris, édition de 1698, p. 263. — Dumoulin. Coutume de Paris, édition de 1691, tome I, p. 400. — Ferrière. Coutume de Paris, édition de 1470, tome II, p. 38. — Pothier, Traité de la Communauté, n° 746.

(3) Pothier. Traité de la communauté, n° 743, 744 et 745.

(4) Pothier. Traité de la communauté, n° 747.

(5) L'article 228 ne s'occupait pas des effets du bénéfice d'émolument au regard du mari, mais on suppléait à ce silence en ap-

vis-à-vis des tiers la femme ne pouvait s'en prévaloir pour les dettes qu'elle avait personnellement contractées ; elle était tenue de les acquitter intégralement. Au contraire vis-à-vis du mari, elle jouissait du bénéfice d'émolument pour toutes les dettes sans distinction (1), et lorsqu'elle acquittait des dettes personnelles au delà de ce qu'elle amendait dans la communauté, elle avait un recours contre le mari ou ses héritiers pour ce qu'elle avait payé en trop. Mais contre le créancier auquel elle avait payé *ultra vires emolument* des dettes dont elle n'était tenue qu'à titre de commune, elle ne pouvait recourir que si elle avait eu la précaution de faire mettre dans la quittance qu'elle ne voulait payer que dans la mesure de son émolument (2).

La femme ne pouvait renoncer d'avance au bénéfice d'émolument (3).

Remarquons enfin que les héritiers de la femme jouissaient également du bénéfice d'émolument (4).

pliquant l'article 187 de la coutume d'Orléans, rédigée par les mêmes commissaires. Cet article après avoir posé le principe de la division des dettes par parts égales entre les conjoints ajoutait : « et néanmoins n'est tenue ni la femme ni ses héritiers, sinon jusqu'à concurrence des biens de la communauté. » Pothier. Traité de la communauté, n° 739.

(1) Pothier. Traité de la communauté, n° 739.

(2) Pothier. Traité de la communauté, n° 736.

(3) Pothier. Coutume d'Orléans, n° 39.

(4) Ferrière. Coutume de Paris, p. 37. — Renusson. Traité de la communauté, p. 419.

DEUXIEME PARTIE

DU BÉNÉFICE D'ÉMOLUMENT DANS NOTRE LÉGISLATION ACTUELLE

Le code civil s'est montré très sobre de détails dans la réglementation du bénéfice d'émolument; il ne lui a en effet consacré qu'un seul texte, l'article 1483.

Dans cette seconde partie, la plus considérable et la plus importante de notre travail, nous suivrons la division qui découle tout naturellement de cet article. D'une part nous examinerons les formalités édictées par la loi comme conditions du bénéfice d'émolument, et d'autre part nous préciserons les effets du bénéfice d'émolument soit à l'égard des créanciers de la communauté, soit à l'égard du mari et de ses héritiers.

Ce sera la matière de deux chapitres :

Chapitre I. Formalités édictées par la loi ;

Chapitre II. Effets du bénéfice d'émolument.

Dans un appendice nous examinerons la situation des héritiers de la femme relativement au bénéfice d'émolument.

CHAPITRE 1

FORMALITÉS IMPOSÉES A LA FEMME

Aux termes de l'article 1483, « la femme n'est tenue des dettes de la communauté, que jusqu'à concurrence de son émolument, pourvu qu'il y ait eu bon et fidèle inventaire, et en rendant compte tant du contenu de cet inventaire que de ce qui lui est échu par le partage. » La femme qui se propose d'exercer son bénéfice d'émolument doit en conséquence observer deux formalités bien distinctes :

1^o Elle doit faire un inventaire des biens de la communauté ; 2^o Elle doit rendre compte de son émolument.

Nous étudierons successivement ces deux formalités dans deux sections.

SECTION I

DE L'INVENTAIRE

SOMMAIRE : Définition, but, formes de l'inventaire ; qualités de l'inventaire, quid de l'inventaire frauduleux ? de l'inventaire incomplet ? — L'inventaire peut-il être suppléé, notamment par les procès-verbaux d'une saisie générale et par l'acte de partage ? quid de l'inventaire dressé par le syndic de la faillite du mari ? — Délai de l'inventaire ; — Conséquences du défaut d'inventaire ; la femme est-elle tenue *ultra vires* de toutes les dettes de la communauté ou seulement de la moitié ? Est-elle tenue *ultra vires* des reprises du mari dans la communauté ?

De même que la coutume de Paris (1), le code civil exige de la femme acceptante, pour la conservation de son privilège, la confection d'un inventaire des biens de la communauté.

« L'inventaire, dit Merlin, est un acte conservatoire qui se fait pour constater l'état d'une succession, d'une communauté de biens, à l'effet de maintenir les droits de ceux qui pensent y avoir intérêt, tels que le survivant des époux, les héritiers du prédécédé, les créanciers, les légataires, etc. (2)... »

(1) L'article 228 de la coutume de Paris portait « pourvu toutefois qu'après le décès de l'un des conjoints, soit fait loyal inventaire. »

(2) Merlin. Répertoire de Jurisprudence, au mot^{em} inventaire, tome VIII, p. 620.

Cette formalité intéresse ici les créanciers à un double point de vue. D'abord elle empêche le divertissement d'objets de la communauté, dont la femme pourrait se rendre coupable dans le but de s'enrichir frauduleusement et au grand préjudice des créanciers. L'inventaire constate d'une manière certaine l'importance des biens communs ; il met ainsi les tiers à l'abri de toute tentative de ce genre et les protège efficacement contre la mauvaise foi possible de la femme.

D'autre part l'inventaire permet aux créanciers de se renseigner sur les forces de la communauté et de calculer exactement la valeur de l'actif ; en un mot il les met en mesure de déterminer et d'évaluer l'émolument dans la limite duquel ils doivent être payés.

Quand la communauté se dissout par l'effet d'un jugement de séparation de biens ou de séparation de corps, par l'effet d'un jugement prononçant le divorce entre les deux époux, ou encore par la mort de la femme, on serait peut-être tenté, à première vue, de dispenser la femme ou ses héritiers de l'obligation de faire inventaire. Dans toutes ces hypothèses le mari garde entre ses mains la possession du patrimoine commun, aucun détournement n'est possible de la part de la femme ou de ses héritiers, et l'inventaire semble par suite absolument inutile. Mais il ne faut pas l'oublier, l'inventaire n'a pas seulement pour but de prémunir les tiers contre la fraude de la femme, il a en outre pour objet de leur fournir un acte sérieux sur la foi duquel on établira la valeur de l'émolument ; en d'autres termes, il n'est pas seulement une

sûreté, une garantie efficace, il est encore un mode de renseignement et d'évaluation toujours également nécessaire que le mari survive ou non à la femme.

Du reste l'article 1483 ne fait aucune distinction, et, comme l'exprime fort bien la Cour d'Amiens, « arguer de cette circonstance que le mari est resté en possession des biens de la communauté pour dispenser la femme ou ses héritiers de dresser inventaire, ce serait méconnaître et violer une disposition formelle de la loi (1). »

De quelque manière que la communauté prenne fin, la femme ou ses héritiers sont toujours astreints à la formalité de l'inventaire (2).

Au regard des créanciers, l'inventaire requis par l'article 1483 est soumis à certaines formes qui assurent sa sincérité et son exactitude. L'article 1456 impose à la femme renonçante un inventaire « affirmé sincère et véritable, lors de sa clôture, devant l'officier public qui l'a reçu », donc un inventaire notarié. Par analogie de motifs, nous en concluons que l'inventaire de l'article 1483 doit également être notarié. En effet, dans l'hypothèse du bénéfice d'émolument comme dans le cas de

(1) Arrêt du 18 Mars 1863. D. 63, 2-3.

(2) En ce sens : Lyon, 16 avril 1854, D. 54, 2, 238 ; — Amiens, arrêt précité ; — Nancy, 4 août 1875, D. 77, 2, 183 ; — Pothier, n° 743 ; — Massé et Vergé sur Zachariæ, iv, p. 167, note 14 ; — Troplong, iii, n° 1742 ; — Rodière et Pont, ii, n° 1147 ; — Laurent, xxiii, n° 67 ; — Dalloz, Contrat de mariage, n° 2464, Supplément au répertoire, n° 890 ; — Guillouard, iii, n° 1391. — En sens contraire, Rouen, 29 mai 1843, sous Cass. civ. rej. 28 juin 1847 — S. 47, 1, 494.

renonciation à la communauté, il faut aux tiers un acte sérieux et irrécusable ; un inventaire sous seings privés ne leur offrirait qu'une garantie illusoire ; seule la présence du notaire est susceptible de leur donner confiance. C'est pourquoi, à l'égard des créanciers, nous exigeons l'authenticité de l'inventaire d'une façon absolue et à peine de déchéance du bénéfice d'émolument pour la femme qui ne se soumettrait pas à cette formalité.

Au contraire si un inventaire notarié n'avait pas été affirmé sincère et véritable devant l'officier public, nous ne le considérerions pas comme nul ; tout au plus verrions-nous dans cette irrégularité une présomption d'inexactitude que la bonne foi de la femme suffirait à faire disparaître.

D'ailleurs un inventaire sous seings privés insuffisant à l'égard des tiers, assurerait néanmoins à la femme le droit de se prévaloir du bénéfice d'émolument à l'encontre du mari ou de ses héritiers ; en d'autres termes, la femme déchue de son privilège vis-à-vis des créanciers, pourrait l'exercer vis-à-vis de son conjoint ou des représentants de celui-ci, au moins quand ils ont concouru à l'acte. En effet, quand l'inventaire a été ainsi fait contradictoirement entre les deux parties, il a pour le mari ou ses héritiers la même valeur qu'un inventaire notarié ; leur intervention à l'acte les rassure aussi bien que la présence du notaire ; dès lors pourquoi exiger à leur égard un inventaire authentique ?

L'article 1483 exige que l'inventaire soit « bon et fidèle. » Ces expressions ne figuraient pas dans la pre-

mière rédaction ; on se contentait de requérir la formalité de l'inventaire, sans préciser autrement. Elles furent ajoutées au texte primitif, lors de la discussion du projet de code civil, sur la proposition du Tribunat, et furent maintenues dans la rédaction définitive du Code (1). On trouve des termes à peu près identiques dans l'article 228 de la coutume de Paris : la femme n'avait droit au bénéfice d'émolument qu'à la condition d'avoir fait « loyal inventaire. »

Que décider si l'inventaire dressé par la femme est inexact ? Pour répondre à cette question séparons deux cas bien différents : l'inexactitude est volontaire ou involontaire, autrement dit, ou l'inventaire est frauduleusement inexact, ou il est simplement incomplet.

La première hypothèse n'est pas controversée ; on s'accorde à déclarer la femme déchue du bénéfice de l'article 1483, lorsque l'inventaire est frauduleux. Sous l'empire de la coutume de Paris, la femme ne pouvait se prévaloir du bénéfice d'émolument que si elle n'avait commis aucune fraude ; l'article 228 le disait expressément (2). Il en est de même dans notre droit, car l'article 1483 exigeant un inventaire « bon et fidèle », on doit en conclure *a contrario* qu'un inventaire infidèle et frauduleux ne saurait assurer à la femme la jouissance

(1) V. Loqué : La législation civile, commerciale et criminelle de la France, tome XIII, p. 253 et 254.

(2) La femme n'était tenue *intra vires* que lorsqu'il n'y avait « ni faute, ni fraude de la part de la femme ou de ses héritiers » V. Pothier, n° 746 et les auteurs cités à la fin de la première partie

de son privilège. La loi ne peut favoriser la femme qui est devenue indigne de toute protection.

Les articles 794 et 801 combinés appuient solidement cette solution. L'article 794 oblige l'héritier à faire un inventaire « fidèle et exact des biens de la succession » ; ce texte, on le voit, se sert, relativement à l'inventaire de l'héritier, de termes à peu près identiques à ceux de l'article 1483. Or l'article 801 punit de la déchéance du bénéfice d'inventaire, l'héritier qui s'est rendu coupable de mauvaise foi dans la confection de l'inventaire des effets de la succession ; cette sanction doit également être applicable au cas où la femme s'est rendue coupable de mauvaise foi dans la confection de l'inventaire des biens de la communauté. Quelle confiance inspirerait aux créanciers un inventaire qui contient des omissions commises sciemment et délibérément ? En somme l'absence d'inventaire ne serait-elle pas préférable à un inventaire frauduleux ? La doctrine est unanime en ce sens (1).

Donc si l'inventaire masque des recelés, des soustractions, des détournements commis au préjudice des tiers, ceux-ci, à la condition d'établir le fait du recel ou du divertissement, ont action contre la femme pour le paiement total, *ultra vires emolumentis*, de la moitié des dettes communes. Cette solution est très sévère, car

(1) Massé et Vergé sur Zachariæ, IV p. 167, texte et note 15. — Troplong, III, n° 1747. — Marcadé et Pont, V, p. 626. — Rodière et Pont, II, n° 1118. — Laurent, XXIII, n° 66. — Aubry et Rau, V, § 520, p. 436, texte et note 9. — Dalloz, Contrat de mariage, supplément, n° 891. — Guillouard, III, n° 1393. — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2293.

dans cette hypothèse, la femme est en outre déchue de la faculté de renoncer (article 1460), de telle sorte que si la fraude vient à être découverte, elle n'a plus aucun moyen de se soustraire à l'obligation indéfinie de payer sa part des dettes de la communauté (1). Mais si l'on considère les dangers auxquels sont exposés les créanciers, lorsque surtout la femme est en possession des biens communs et a ainsi toute facilité de faire disparaître une partie notable des effets de la communauté, on voit combien il est nécessaire de prévenir par une sanction énergique, des tentatives de fraude que les circonstances rendent parfois si aisées, et la solution que nous venons d'exposer ne paraît plus trop rigoureuse. Du reste, nous le répétons, il n'y a aucun doute sur cette question.

La seconde hypothèse, celle où l'inventaire est simplement incomplet, est au contraire discutée. Par suite d'une erreur, d'un oubli, d'une négligence, c'est-à-dire sans intention mauvaise, la femme a omis de porter sur l'inventaire un ou plusieurs objets de la communauté. Quel est l'effet de cette omission? Oblige-t-elle la femme à acquitter les dettes *ultra vires emolument*?

Laurent admet l'affirmative. Pour cet auteur, l'inexactitude de l'inventaire entraîne la déchéance du bénéfice d'émolument, même quand la femme est de bonne foi. Un inventaire incomplet, remarque-t-il, ne répond pas

(1) Rappelons que la femme qui a diverti ou recélé des objets de la communauté est encore frappée d'une autre peine; elle est en effet privée de sa part dans les objets divertis ou recelés (Article 1477).

au vœu de la loi ; il n'est pas bon, comme l'exige l'article 1483, il n'est pas exact, comme le demande le Tribunal ; il n'offre aux tiers aucune garantie, par suite il est insuffisant (1).

Mais il faut repousser cette opinion ; elle attribue aux mots « bon et fidèle » inventaire, un sens que les rédacteurs du Code civil n'ont pas voulu leur donner. Dans leur pensée l'expression bon et fidèle inventaire exprimait la même idée que l'expression « loyal inventaire » de la coutume de Paris, et par elle ils ne prévoyaient que la mauvaise foi de la femme.

D'ailleurs la solution contraire aboutit à frapper d'une même peine et d'une peine très rigoureuse, la femme qui dans un but frauduleux, dans le but de s'enrichir injustement aux dépens des créanciers, fait volontairement et sciemment un inventaire inexact, et celle qui, sans intention coupable, fait un inventaire incomplet. Ne répugne-t-il pas d'appliquer une même sanction dans deux cas si différents ? Ne répugne-t-il pas de punir de la déchéance du bénéfice d'émolument, et la femme qui a commis une faute très grave, un dol caractérisé, et celle qui étrangère à l'administration de la communauté, ne connaissant peut-être pas dans le détail les biens qui la composent, a pu, sans la moindre faute, omettre quelques valeurs dans un inventaire dressé avec beaucoup de diligence et de soin ?

Enfin d'après l'article 801 est déchu du bénéfice d'inventaire « l'héritier qui s'est rendu coupable de recelé

(1) Laurent, xxiii, n° 66.

ou qui a omis, sciemment et de mauvaise foi, de comprendre dans l'inventaire, des effets de la succession ». Par conséquent il semble bien qu'un inventaire incomplet n'entraîne pas la déchéance du bénéfice d'inventaire. Pourquoi dès lors admettre une solution différente à l'égard de la femme ? N'y a-t-il pas, à ce point de vue, la plus grande analogie entre la situation de la femme et celle de l'héritier, et s'il en est ainsi, n'y a-t-il pas mêmes motifs de décider ?

Concluons donc qu'en cas d'inventaire incomplet, la femme ne perd nullement son privilège ; sa seule obligation, dans cette hypothèse, est de combler les lacunes et de réparer les oublis, lorsqu'elle vient à les découvrir (1).

L'inventaire est-il une condition absolue du bénéfice d'émolument, ou bien peut-il être suppléé par des actes équivalents (2) ? Par exemple une saisie des meubles de la communauté a été pratiquée à la requête des créanciers ; les procès-verbaux dressés à la suite de cette saisie remplaceraient-ils l'inventaire auquel la femme devrait

(1) Troplong, III, n° 1749. — Guillouard, III, n° 1394. — Fuzier-Herman. Communauté, n° 2294.

(2) La question ne se pose que par les actes équivalents à l'inventaire, car il est bien certain que l'on ne saurait considérer comme tenant lieu de l'inventaire des documents plus ou moins suspects. V. Caen, 21 novembre 1860. S. 61-2-244. A plus forte raison faut-il décider que la femme ne serait pas admise à prouver par témoins que n'ayant rien diverti des liens communs, l'inventaire était inutile. Comme le dit la Cour de Besançon, « une semblable doctrine serait en opposition avec le texte et l'esprit de la loi ; avec le texte qui exige formellement un inventaire ; avec son esprit qui est de faire déterminer dans des formes spéciales.... la consistance du mobilier. » Besançon, 22 décembre 1855. D.56-2-237.

régulièrement procéder, satisferaient-ils aux exigences de l'article 1483, en un mot assureraient-ils à la femme le droit d'opposer son privilège tant au mari qu'aux créanciers ?

Tout d'abord il est évident que les procès-verbaux d'une saisie partielle ne sauraient remplacer l'inventaire des biens de la communauté. Ne constatant pas tous les meubles communs ils laisseraient les créanciers exposés aux soustractions frauduleuses de la femme, et d'autre part ils ne les renseigneraient pas exactement sur la consistance de l'actif de la communauté (1).

Mais si la saisie est générale, si elle porte vraiment sur tous les meubles, les procès-verbaux présentent aux créanciers les mêmes garanties et les renseignent aussi bien qu'un inventaire des biens communs. Comme l'inventaire ils sont dressés par un officier public qui leur donne l'authenticité ; peu importe que cet officier public ne soit pas un notaire. Ils rendent l'inventaire complètement inutile. Cependant on fait remarquer contre cette doctrine qu'elle est contredite par l'article 1483 qui exige la formalité de l'inventaire d'une façon absolue et sans distinction. Cette objection n'est pas concluante ; assurément l'article 1483 ne peut prévoir les hypothèses exceptionnelles telles que celle que nous étudions. Ce texte pose une règle générale ; il veut que les tiers aient à leur disposition un acte sérieux qui les garantisse contre les entreprises frauduleuses de la femme et qui leur fournisse en même temps le moyen de déterminer sans difficulté

(1) Rouen, 2 juillet 1874. D. 75-2-89.

l'émolument et d'en calculer le montant. Les procès-verbaux d'une saisie générale satisfont à cette double exigence, et par conséquent ils tiennent lieu de l'inventaire (1).

Supposons maintenant qu'à la dissolution de la communauté, le juge de paix appelé à apposer les scellés, déclare dans un procès-verbal que par suite du peu de valeur des meubles communs, il est inutile de procéder à cette formalité. Quoique dans ce cas il soit bien rigoureux de forcer la femme à s'adresser à un notaire pour lui faire consigner dans un inventaire authentique les effets de la communauté, le procès-verbal de carence ne la dispenserait pas de l'inventaire, car « c'est là une appréciation plus ou moins exacte du juge de paix, ce n'est pas la constatation fidèle des biens de la communauté (3). »

De même l'acte de partage des biens de la communauté serait insuffisant, au moins à l'égard des créanciers. En effet les opérations du partage ont lieu entre les parties, les créanciers n'y interviennent pas ; aussi la sincérité de l'acte de partage peut-elle à bon droit leur paraître suspecte. Mais au regard du mari et de ses héritiers la représentation de l'acte de partage assurerait-elle à la

(1) En ce sens Pothier n° 564 ; — Troplong, III, n° 1744 ; — Guillouard, III, n° 1289 — *Contra*, Massé et Vergé sur Zachariæ, IV, p. 167, note 14 ; — Rodière et Pont, II, n° 1118 ; — Dalloz, contrat de mariage. n° 2467 et Laurent, XXII, n° 404.

(2) Guillouard, III, n° 1291. V. aussi Rodière et Pont, II, n° 1164 et Cassation, 30 avril 1849, D. 50. 1. 117.

femme la jouissance du bénéfice d'émolument ? C'est une question très controversée.

Une première opinion soutient que la confection d'un inventaire est toujours obligatoire, même à l'égard du mari et de ses représentants. Elle s'appuie sur le texte de l'article 1483 qui exige l'inventaire tant au regard du mari qu'au regard des créanciers et ne laisse place à aucune exception, surtout à une exception si générale qu'elle ferait tomber la règle en la rendant pour ainsi dire sans objet. C'est en ce sens que s'est prononcée la Cour de Besançon, dans un arrêt du 17 janvier 1883 (1).

Un second système résout la difficulté dans un sens tout à fait opposé ; il décide que l'acte de partage supplée l'inventaire aussi bien à l'égard du mari qu'à l'égard de ses héritiers. En effet, disent les partisans de ce système, pour le mari comme pour ses représentants, l'acte de partage vaut l'inventaire des biens communs. Il leur présente les mêmes garanties, puisqu'il est fait avec leur concours ; d'autre part il constate les forces de la communauté et rend très facile la détermination et l'évaluation de l'émolument de la femme. Contre l'objection tirée des termes absolus de l'article 1483, on invoque l'autorité de la tradition (2) ; on fait en outre remarquer qu'en raison de la rédaction si défectueuse de l'article 1483, il est impossible de puiser dans les termes de ce texte un

(1) S. 84. 2. 45 — V. aussi en ce sens Mercadé et Pont, V. p. 627 et Laurent, XXIII, n° 94.

(2) Pothier, n° 745.

argument sérieux, et à plus forte raison un argument décisif (1).

Pour nous l'acte de partage tient lieu de l'inventaire au regard du mari seulement, et non au regard de ses héritiers. Vis-à-vis des héritiers du mari, l'acte de partage n'équivaut pas à l'inventaire ; sans doute ils sont certains que l'on a bien compris dans cet acte tous les objets existant dans la communauté au jour des opérations du partage, mais rien ne leur prouve qu'avant cette époque la femme ne s'est rendue coupable d'aucun détournement, et à ce point de vue l'inventaire est nécessaire pour leur complète sécurité. Au contraire vis-à-vis du mari, l'inventaire est inutile, car c'est lui qui a eu la possession des biens communs, il n'a donc pas à craindre les tentatives frauduleuses de la femme.

Cette solution sauvegarde les droits des héritiers du mari et ceux du mari lui-même, et malgré le doute qui naît des termes de l'article 1483, elle nous paraît la plus satisfaisante.

En résumé l'inventaire peut être suppléé *erga omnes* par les procès-verbaux d'une saisie générale, et, à l'égard du mari seulement, par l'acte de partage du patrimoine de la communauté.

D'ordinaire l'inventaire est fait à la requête de la femme ou de ses héritiers ; cependant, en cas de faillite

(1) En ce sens Troplong, III, n. 1750 ; — Massé et Vergé sur Zachariæ, IV, p. 169, note 24 ; — Rodière et Pont, II, n° 1143 ; Aubry et Ran, V, § 520, p. 443 ; — Guillouard, III, n° 1414.

du mari, l'inventaire dressé par un tiers assurerait à la femme la jouissance de son privilège. La déclaration de faillite du mari ouvre à la femme le droit de demander la séparation de biens pour cause de péril de sa dot, conformément à l'article 1443. C'est dans cette hypothèse que l'inventaire auquel, aux termes de l'article 479 du Code de Commerce, le syndic de la faillite doit procéder, remplace l'inventaire requis par l'article 1483.

En effet l'inventaire de l'article 479 du Code de Commerce donne pleine satisfaction aux créanciers. Dressé par le syndic, leur représentant officiel, il leur offre toutes les garanties désirables de fidélité et d'exactitude. Cela est d'autant plus vrai que les biens passant directement des mains du mari dans celles du syndic, ils n'ont à craindre aucune fraude, aucun détournement de la femme, puisqu'elle ne peut rien soustraire des effets de la communauté. Un second inventaire ferait double emploi avec le premier ; sa confection entraînerait des frais supplémentaires qui chargeraient encore le passif commun ; et pourquoi un tel luxe de précautions ?

Cette solution découle d'ailleurs de l'article 481 du code de Commerce. D'après cet article, lorsque la faillite est déclarée après décès ou bien lorsque le failli vient à mourir après la déclaration, mais avant l'ouverture de l'inventaire requis par l'article 479 du même code, on ne dresse pas deux inventaires distincts, l'un pour la faillite et l'autre pour la succession ; on doit se contenter d'un seul inventaire auquel on procède en la forme commerciale, en présence des héritiers ou ceux-ci dûment appelés. Cet inventaire tient lieu de l'inventaire notarié ; il

assure aux héritiers le droit d'accepter la succession du failli sans bénéfice d'inventaire et les dispense de l'inventaire prescrit par l'article 794 du Code Civil ; les auteurs sont d'accord sur ce point. D'un autre côté il supplée l'inventaire que les articles 1456 et 1483 mettent à la charge de la femme soit comme condition du droit de renoncer à la communauté, soit comme condition du bénéfice d'émolument ; la doctrine est également unanime en ce sens. Dès lors si en cas de déclaration de faillite après le décès du mari ou en cas de mort du failli avant la confection de l'inventaire de l'article 479, l'inventaire dressé par le syndic tient lieu de l'inventaire de l'article 1483, pour quelle raison n'en serait-il pas de même quand la faillite est prononcée et l'inventaire ouvert du vivant du mari ? Pourquoi refuserait-on à la femme du failli ce que l'on accorde sans discussion à la veuve du failli ? Rien ne légitimerait une pareille distinction.

La Cour de Paris a adopté cette doctrine dans un arrêt du 21 mars 1867, où elle développe surtout les considérations morales que nous avons exposées plus haut. « Considérant, dit la Cour, que sans doute, lorsque la femme veut jouir de ce privilège, c'est elle, en thèse générale, qui doit faire procéder à cet inventaire ;.... mais que lorsque la séparation de biens survient au cours de la faillite du mari, il est absolument inutile pour satisfaire au vœu de l'article 1483, qu'un nouvel inventaire s'ajoute à celui de syndic, soit parce que, n'ayant jamais eu à sa disposition les biens de la communauté dont l'actif a passé directement des mains du mari à celles du syndic, la femme n'a pas à justifier qu'elle n'en a rien

retenu, soit parce que, la condition de l'inventaire ayant été remplie dans l'intérêt de la masse, par un acte qui n'offre pas moins de garanties que celui qui aurait eu lieu à la requête de la femme, la reproduction de la même formalité constituerait manifestement un double emploi, grèverait le passif de frais frustratoires, au détriment de la femme aussi bien que des autres créanciers, et ne saurait entrer dans l'esprit de la loi sur les faillites, comme on le voit par l'article 481 du code de Commerce, dont la disposition réglant un point analogue, remplace en matière de succession, l'inventaire après décès par l'inventaire après faillite... (1). »

L'inventaire auquel le syndic a procédé en exécution de l'article 479, dispense donc la femme de l'obligation de faire elle-même inventaire, dans l'hypothèse où la faillite est déclarée du vivant du mari comme dans celle où elle est déclarée après son décès (2).

Dans quel délai la femme doit-elle dresser l'inventaire des biens communs pour satisfaire à la loi et sauvegarder son bénéfice d'émolument ? L'article 1483 ne lui assigne expressément aucun délai pour l'accomplissement de cette formalité ; par suite la question se pose de savoir s'il faut ou non suppléer à ce silence, et elle est très controversée dans la doctrine.

Une première opinion oblige la femme à faire inventaire dans le délai de trois mois à dater de la dissolution

(1) D. 68. 2. 149.

(2) Laurent, xxiii, n° 68. — Aubry et Rau, v, § 317, p. 419, texte et note 31. — Guillouard, iii, n° 1392. — Paris, arrêt précité.

de la communauté, sous peine de déchéance de son privilège. En effet toutes les fois que la loi requiert la confection d'un inventaire pour la conservation d'un droit exceptionnel, elle fixe à trois mois le laps de temps dans lequel cette formalité sera remplie ; il en est ainsi notamment dans les articles 795 et 1456 d'après lesquels l'héritier bénéficiaire d'une part, et la femme renonçante d'autre part, ont pour faire inventaire un délai de trois mois à dater de l'ouverture de la succession ou de la cessation de la communauté conjugale. Si les rédacteurs du code civil avaient entendu déroger à cette règle générale, ils auraient assurément exprimé cette intention en termes formels ; ils ont au contraire gardé le silence ; par conséquent ils ont admis tacitement en cette matière le délai normal de l'inventaire, c'est-à-dire le délai de trois mois.

Du reste comme l'exprime la Cour de Cassation, « l'article 1483 en imposant à la femme l'obligation de faire bon et fidèle inventaire,..... n'a pu entendre parler que d'un inventaire sérieux et régulier, capable d'inspirer confiance à la justice, c'est-à-dire de l'inventaire fait dans les délais déterminés par l'article 1456 ;..... tout inventaire fait hors de ces détails et arbitrairement par la femme à une époque quelconque ne présente aucune des garanties prescrites par la loi (1). » Un tel inventaire ne donnerait pas satisfaction aux créanciers qui auraient toutes raisons de la croire inexact et frauduleux ; et pourtant il leur serait souvent bien difficile de prouver

(1) 7 février 1848. D. 49. 1. 23.

la fraude commise ; un inventaire tardif les laisserait donc exposés sans défense à la mauvaise foi de la femme.

Pour ces deux motifs le législateur n'ayant pas déterminé explicitement le délai imparti à la femme pour procéder à l'inventaire, il faut appliquer par analogie les dispositions des articles 795 et 1456 et décider que la femme doit, à peine de déchéance, dresser l'inventaire des biens communs dans le délai de trois mois (1). Toutefois s'il se trouve que ce laps de temps est insuffisant, elle peut demander un délai supplémentaire que les tribunaux lui accorderont ou lui refuseront suivant les circonstances ; de telle sorte que cette solution très avantageuse pour les tiers, n'est pas par ailleurs trop rigoureuse pour la femme. Elle est suivie par la jurisprudence dans un grand nombre d'arrêts (2), et l'emporte également dans la doctrine (3).

Une seconde opinion reconnaît à la femme le droit de se prévaloir du bénéfice d'émolument quelle que soit l'époque à laquelle il a été procédé à l'inventaire. En effet l'article 1483 exige simplement de la femme un inven-

(1) Peu importe du reste que l'inventaire soit fait avant ou après l'acceptation de la communauté, pourvu que ce soit dans les trois mois de la dissolution. Aubry et Rau V, § 520, p. 436, texte et note 8. Guillouard, III, n° 1393.

(2) V. notamment : Cassation, 21 décembre 1830, S. 31, 1. 152, et arrêt précité ; — Nancy, 7 avril 1859, S. 59. 2. 475 ; — Colmar, 5 août 1862, D. 63. 5. 70 ; — Angers, 20 mai 1863, D. 64. 2. 186 ; Douai, 8 août 1864, S. 64. 2. 298 ; — Nancy, 4 août 1873, S. 76. 2. 1.

(3) En ce sens Troplong, III, n° 1743 ; — Massé et Vergé sur Zachariæ, IV, p. 167, note 13 ; — Rodière et Pont, II, n° 1118 ; Aubry et Rau, V, § 520, p. 436, texte et note 8 ; — Dalloz, supplément, Contrat de mariage, n° 894 ; Guillouard, III, n° 1330.

taire bon et fidèle ; il ne pose aucune autre condition ; donc quand la femme présente un acte exact, complet, loyal, il est impossible de lui refuser l'exercice de son privilège, sous prétexte que cet inventaire a été dressé plus de trois mois après la dissolution de la communauté. Peu importe que dans différents textes étrangers à la matière du bénéfice d'émolument, le législateur ait consacré ce délai de trois mois ; ici il a gardé le silence, et l'on ne peut y suppléer. Frapper d'une peine aussi grave que la perte du bénéfice d'émolument la femme qui a fait inventaire après les trois mois, serait créer arbitrairement une cause de déchéance : *Pœnaliam sunt strictissimæ interpretationis*, comme le dit l'axiome bien connu et universellement admis.

L'application du délai de trois mois est d'autant moins légitime ici qu'il y a dans les deux cas prévus par les articles 795 et 1456 que l'on voudrait étendre à notre hypothèse, une vraie nécessité de déterminer un délai invariable pour la confection de l'inventaire, nécessité qu'on ne retrouve nullement en notre matière. Dans les deux situations régies par les articles 795 et 1456, les droits des tiers demeurent incertains et en suspens jusqu'à ce que l'héritier ait définitivement choisi entre l'acceptation bénéficiaire et la répudiation de la succession, et la femme entre l'acceptation et la répudiation de la communauté. Cette incertitude ne peut évidemment pas se prolonger longtemps, et il importe que les créanciers sachent bientôt à quoi s'en tenir ; aussi la loi donne-t-elle à l'héritier et à la femme un délai de trois mois pour faire inventaire, et pour délibérer un délai de quarante

jours à l'expiration duquel les intéressés seront renseignés. La détermination du délai de trois mois, comme celle du délai de quarante jours, a donc pour but d'aboutir à fixer à brève échéance le sort des créanciers de la succession ou de la communauté.

Mais cette raison de circonscrire ainsi le laps de temps dans lequel l'inventaire doit être dressé n'existe pas dans le cas de l'article 1483. Le choix de la femme est connu ; elle accepte la communauté, puisque par hypothèse elle a laissé expirer le délai de trois mois sans faire inventaire (article 1456) ; d'autre part elle l'accepte sous la réserve du bénéfice d'émolument, puisque, le bénéfice d'émolument étant acquis de plein droit, comme nous le verrons plus loin, toute acceptation de la femme est une acceptation bénéficiaire. Par conséquent les créanciers sont fixés ; ils savent que la femme ne payera qu'*intra vires emolumenti* les dettes de la communauté. En un mot il n'y a pas comme dans les deux cas précédents, nécessité de déterminer pour la confection de l'inventaire un délai de trois mois, afin de hâter un choix définitif et dont l'importance est capitale pour les créanciers, ce choix est déjà fait par la femme. Dès lors faire intervenir le délai de trois mois dans l'hypothèse du bénéfice d'émolument serait étendre sans raison, c'est-à-dire sans droit, une disposition spéciale aux articles 795 et 1456.

La femme n'est donc assujettie à aucun délai pour la confection de son inventaire. Toutes les fois que cet inventaire sera attaqué devant les tribunaux comme ne répondant pas au vœu de la loi, les juges ne devront pas déclarer la femme déchue de son privilège pour cette

seule raison qu'il a été dressé plus de trois mois après la cessation de la communauté. Leur rôle consistera à apprécier la valeur intrinsèque de l'acte, à examiner s'il offre en fait des garanties suffisantes d'exactitude et de sincérité ; s'il en est ainsi ils le déclareront valable alors même qu'il aurait été dressé après trois mois et repousseront la prétention du demandeur. Il est évident qu'un inventaire fait à une époque tardive sera plus facilement suspecté qu'un inventaire dressé immédiatement après la dissolution de l'association conjugale. Peut-être même pourrait-on voir dans le retard apporté à l'accomplissement de cette formalité, une présomption de fraude, non une présomption absolue comme le décide l'opinion précédente, mais une présomption simple qui tomberait devant la preuve qu'aucun détournement n'a été commis et que l'inventaire est réellement exact et fidèle.

Les arguments invoqués par cette seconde opinion nous paraissent très solides et très juridiques ; les vrais principes défendent d'étendre une disposition pénale même en cas d'analogie, et à plus forte raison quand cette analogie n'existe pas. Aussi malgré l'autorité de la jurisprudence qui, nous l'avons dit, se prononce dans le sens opposé, n'hésitons-nous pas à lui donner la préférence et à nous y rallier sans aucune réserve (1).

La même difficulté s'élève à l'égard des héritiers de la femme, et l'on se demande s'il faut les assimiler à la

(1) En ce sens Laurent XXIII, n° 70 ; — Lyon-Caen, sous Nancy, 4 août 1875, S. 76. 2. 1 ; — Fuzier-Herman, Communauté. n° 2286.

femme, au point de vue du délai de l'inventaire, ou si l'on doit au contraire les traiter avec plus de faveur. La question ne se pose naturellement pas dans le système qui n'assujettit la femme à aucun délai pour la confection de son inventaire ; elle n'a d'intérêt que dans le système de la jurisprudence et peut se formuler ainsi : l'héritier est-il obligé comme la femme, de faire inventaire dans le délai de trois mois ?

Jusqu'à ces dernières années la jurisprudence semblait admettre l'affirmative. Elle se fondait sur l'article 1491, *in fine*, qui assimile à tous égards les héritiers de la femme à la femme elle-même. « Les héritiers de la femme qui la représentent, dit un arrêt de la Cour de Nancy, exercent les mêmes droits qu'elle...., et sont soumis aux mêmes obligations que celles imposées à la femme ;..... ainsi ils ne peuvent s'affranchir des dettes qu'en faisant un bon et fidèle inventaire, c'est-à-dire celui dressé dans les trois mois, à compter de la dissolution de la communauté... (1). »

Dans un arrêt récent, la Cour de Bordeaux (2) a adopté une solution moins rigoureuse pour l'héritier. Elle le soumet également, en principe, au délai de trois mois ; mais, en cas d'inventaire tardif, elle ne le déclare pas déchu du bénéfice d'émolument. Elle étend au bénéfice d'émolument de l'héritier de la femme, les dispositions que la loi édicte en vue du bénéfice d'inventaire et qui permettent à l'héritier de procéder à l'inventaire même après les trois mois, à condition qu'il n'ait pas fait acte

(1) 4 août 1875, S. 76. 2. 1,

(2) 12 juillet 1894. S. 95. 2. 13.

d'héritier, et qu'il n'existe pas de jugement le condamnant en qualité d'héritier pur et simple (article 800 du Code civil et article 174 du Code de procédure civile). Cet arrêt assimile donc l'héritier qui exerce le bénéfice d'émolument du chef de la femme, à l'héritier qui exerce le bénéfice d'inventaire de son propre chef.

Si nous avons à choisir entre ces deux opinions, nous nous prononcerions pour la première, car nous ne voyons pas de motif de traiter différemment la femme et l'héritier de celle-ci, et nous pensons que si l'on déclare la femme déchue de son privilège, lorsque l'inventaire a été dressé après trois mois, il faut se montrer aussi sévère à l'égard de l'héritier et le frapper de la même déchéance. Mais, encore une fois, cette question n'a pour nous aucune importance ; le délai de trois mois n'est imposé ni à la femme, ni à ses héritiers.

Pour terminer cette section, il nous reste à examiner les conséquences du défaut d'inventaire. La femme qui a négligé de faire inventaire est naturellement déchue du bénéfice d'émoluments (argument *a contrario* art. 1483); elle est par suite tenue de payer la moitié des dettes communes indéfiniment, *ultra vires emolumentis*, sur ses biens propres.

Faut-il aller plus loin et décider qu'elle est obligée d'acquitter intégralement non pas seulement la moitié des dettes, mais toutes les dettes de la communauté ? On l'a soutenu autrefois ; la jurisprudence elle-même a admis cette opinion. Nous lisons en effet dans un arrêt de la Cour de Caen, en date du 21 novembre 1860 ; « Con-

sidérant que si la femme, après la dissolution, ne peut être tenue que pour la moitié, cet avantage ne lui est concédé que sous une condition, c'est qu'elle aurait fait dresser un inventaire fidèle des forces de la succession, de son actif comme de son passif ; que s'il en était autrement, la femme après avoir tout pris..... pourrait soutenir que la succession de son mari ne laissait rien et pourrait se contenter, après s'être enrichie aux dépens des créanciers, de leur offrir la moitié tombant à sa charge, et les dépouiller ainsi de la manière la plus injuste ; que la loi n'a pu vouloir et n'a pas voulu un pareil résultat..... (1) »

Cette solution repose sur une pétition de principe qu'on essaye de justifier en invoquant la nécessité de protéger les tiers dont les créances risqueraient d'être payées pour partie seulement, même dans le cas de solvabilité de la communauté, si, en l'absence d'inventaire, la femme n'était néanmoins tenue que de la moitié des dettes. Voici le danger auquel la Cour de Caen semble faire allusion : supposons que le patrimoine d'une communauté dissoute par la mort du mari, comprenne un actif de 10.000 francs composé exclusivement de numéraire ou de titres au porteur, et un passif s'élevant à pareille somme. Les créanciers devraient être payés intégralement. Mais la femme soustrait secrètement une somme de 8.000 francs par exemple ; la chose est très facile, puisque d'une part elle est en possession du patrimoine commun, et que d'autre part l'inventaire n'ayant pas été dressé, nul ne

(1) S. 61. 2. 243.

connaît la consistance de l'actif. Puis elle paye aux créanciers une somme de 5.000 francs qui représente sa part des dettes communes. Pour l'autre moitié les créanciers s'adressent aux héritiers du mari, et ceux-ci qui naturellement n'ont accepté la succession du mari que sous bénéfice d'inventaire leur versent la moitié de l'actif apparent, c'est-à-dire 4.000 francs. Les créanciers touchent donc une somme totale de 6.000 francs ; par suite du vol commis par la femme ils perdent ainsi 4.000 francs, tandis que la femme s'enrichit à leurs dépens d'une même somme de 4.000 francs (1). Il faut à tout prix garantir les tiers contre une pareille injustice en déclarant la femme tenue de la totalité des dettes, lorsqu'elle a omis de faire inventaire.

A cela nous répondrons tout d'abord que le danger auquel les créanciers sont exposés n'est pas aussi grand qu'on veut bien le dire, car en vertu de l'article 909 du Code de Procédure civile, ils peuvent requérir l'apposition des scellés, formalité qui sera suivie d'un inventaire des biens communs. Qu'ils agissent, qu'ils se mettent en garde, s'ils ont des soupçons ; ils ne sont pas à la merci de la mauvaise foi de la femme. D'autre part l'article 1482 qui pose le principe de la division des dettes par parts égales entre les deux époux ne subordonne pas cette division à la condition de l'inventaire. Quant à l'article 1483, le seul de tout le paragraphe II relatif au partage du passif, qui fasse mention de l'inventaire, il

(1) En effet elle a pris 8.000 francs ; en outre elle a recueilli la moitié du reste de l'actif, soit 4.000 francs ; elle a donc touché en tout 9.000 francs et versé 5.000 francs.

n'exige cette formalité qu'à l'égard du bénéfice d'émolument ; dès lors si elle n'est pas remplie, « il n'en peut résulter qu'une seule chose, c'est que la règle générale à laquelle il avait été fait exception sous cette condition, reprend son empire, et que la femme se trouve obligée de payer non pas la totalité, mais la moitié des dettes de la communauté (1). »

Du reste de nos jours la question n'est plus mise en discussion, elle est depuis longtemps résolue en ce sens (2).

Il convient d'étudier ici un point très délicat : doit-on ranger parmi les dettes dont la femme, à défaut d'inventaire, est tenue *ultra vires emolument*, les reprises du mari dans la communauté ? Il s'agit évidemment des reprises en valeur et non des reprises en nature. Ainsi des sommes sont entrées dans l'actif commun du chef du mari, et à charge de récompense au profit de celui-ci ; par exemple un propre du mari a été vendu et le prix a été touché par la communauté ; à défaut d'inventaire, la femme est-elle tenue d'acquitter intégralement la moitié de ces reprises ?

Une première opinion soutient qu'il faut assimiler les reprises du mari aux autres charges du passif commun

(1) V. Cassation, 21 décembre 1830. S. 31-1-152.

(2) Troplong, III, n° 1746. — Massé et Vergé sur Zachariæ IV, p. 167, note 14. — Dalloz, Contrat de mariage, n° 2470 ; Supplément, n° 893. — Laurent, XXIII, n° 78. — Aubry et Rau, V, § 520, p. 436, texte et note 7. — Guillouard, III, n° 1383. — Fuzier-Herman, Communauté, nos 2265 et 2266. Cassation, arrêt précité. — *Contra*, Caen, arrêt précité.

et décider par suite que si la femme néglige de faire inventaire, elle en est tenue *ultra vires emolument*. Les reprises du mari, disent les partisans de ce système, sont des dettes de la communauté. En effet l'article 1470 parle d'indemnités « dues » aux conjoints par la masse commune, et l'article 1473 de « emplois et récompenses dus par la communauté aux époux ». Elles tombent donc sous l'application de l'article 1482 conçu dans les termes les plus généraux. Or, d'après l'article 1482, chacun des conjoints supporte la moitié des dettes de la communauté. L'article 1483 permet bien à la femme de ne payer sa moitié que jusqu'à concurrence de son émolument, lorsqu'elle a procédé à la formalité de l'inventaire; mais si, comme on le suppose, elle a négligé de se soumettre à cette obligation, sa situation n'est plus régie que par l'article 1482 seul, et elle est tenue sans aucune limite de toutes les dettes de la communauté, des reprises du mari comme des autres dettes.

C'est en ce sens que la question fut résolue quand elle se présenta pour la première fois dans la pratique, en 1824. La Cour de Douai décida que la femme devait, en l'absence d'inventaire payer les reprises du mari *ultra vires emolument*, et la Cour de cassation rejeta le pourvoi dirigé contre cet arrêt (1).

L'opinion généralement suivie est plus favorable à la femme; elle admet que malgré l'absence d'inventaire,

(1) 24 mars 1828 — D. 28. 1. 196. — Dans le même sens Douai, 12 décembre 1861, S. 62. 2. 67; — Amiens, 18 mars 1863, S. 63. 2. 3; — Douai, 8 août 1864, S. 64. 2. 297; — Agen, 4 décembre 1866, S. 67. 2. 217; — Rodière et Pont, II, n° 1120.

la femme n'est jamais obligée de fournir les reprises du mari au delà de son émolument.

Les reprises du mari sont bien des dettes de la communauté, comme le soutient l'opinion précédente ; personne ne saurait le contester, alors même que les articles 1470 et 1473 ne le diraient pas formellement. Seulement entre les diverses dettes communes, on distingue les dettes de la communauté envers les tiers, et les dettes de la communauté envers les époux. Les articles 1482 et 1483 s'appliquent aux premières, mais non aux secondes. Pour celles-là il existe une législation spéciale, étrangère aux principes qui règlent le partage du passif, et dont elles relèvent exclusivement. De cette législation contenue dans les articles 1470 et suivants, et que nous n'avons pas à étudier ici, nous ne retiendrons qu'un seul texte, l'article 1472. Cet article établit d'une façon vraiment péremptoire la vérité du système que nous développons ; d'une part il permet à la femme en cas d'insuffisance de la communauté, de poursuivre le recouvrement de ses reprises sur les biens personnels du mari ; et d'autre part il déclare formellement que « le mari ne peut exercer ses reprises que sur les biens de la communauté. » L'article 1436 fait d'avance une application de ce principe ; il dispose que « la récompense du prix de l'immeuble appartenant au mari ne s'exerce que sur la masse des biens de la communauté ; celle du prix de l'immeuble appartenant à la femme s'exerce sur les biens personnels du mari, en cas d'insuffisance des biens de la communauté. » De ces deux articles, il résulte avec évidence que le mari ne peut jamais s'attaquer aux biens

personnels de la femme, et qu'en aucun cas celle-ci n'est tenue des reprises du mari au delà de son émolument. Si donc la femme avait épuisé son émolument en acquittant les créances des tiers, elle n'aurait rien à verser entre les mains du mari pour le paiement de ses reprises dans la communauté.

L'opinion contraire ne se laisse pas convaincre par cet argument ; elle prétend que les articles 1472 et 1436 sont étrangers à notre hypothèse. Ces deux articles supposeraient que la consistance et la valeur des biens communs ont été régulièrement établis par un inventaire ou par un acte équivalent à l'inventaire ; en l'absence d'inventaire, ils n'auraient plus d'effet, et l'action du mari pour le recouvrement de ses reprises ne serait plus limitée aux biens qui se trouvent dans la communauté. Les reprises du mari, dit la Cour de Douai, « sont des dettes de la communauté ; l'article 1472 ne déroge pas à ce principe, il ne dispose que pour le cas où les forces de la communauté ont été régulièrement constatées par un bon et fidèle inventaire ; l'absence d'inventaire.... empêche la séparation des biens de la communauté du patrimoine personnel de la femme. (1) » Ce ne seraient pas les articles 1472 et 1436 qu'il faudrait appliquer ici, mais l'article 1483 avec toutes ses conséquences.

A cette difficulté, contentons-nous de répondre que seul un texte formel qui ne se trouve nulle part, permettrait d'écarter les articles 1472 et 1436, au cas où l'inventaire fait défaut. Si le législateur avait en l'intention

(1) Douai, arrêt précité.

de restreindre ainsi la portée de ces articles, il s'en serait expliqué, il aurait remarqué expressément qu'ils n'auraient effet que sous la condition de l'inventaire. Or, « aucune disposition n'attache à cette simple omission, lorsque... aucune fraude, aucune dissimulation de l'actif n'est alléguée contre la femme, l'obligation de contribuer sur ses biens personnels, au paiement des reprises (1). » Cette objection se réduit purement et simplement à une pétition de principe ; elle n'a aucun fondement dans les textes.

Du reste ce qui prouve bien que l'article 1483 n'est pas applicable aux reprises du mari, c'est qu'il est placé dans le § II de la section V intitulée : *Du partage de la communauté après l'acceptation*, paragraphe qui règle le partage du passif. En effet nul texte du § II ne fait allusion aux reprises des époux ; il n'en est question que dans le § I de la même section, paragraphe qui s'occupe du partage de l'actif et dans lequel se trouve l'article 1472. N'est-il pas logique de décider que l'article 1483 ne régit que les dettes proprement dites, celles dont il est parlé dans le § II et qu'il est étranger aux reprises des époux ? Au reste la lecture de cet article montre clairement qu'il n'a en vue que les dettes de la communauté envers les tiers, « puisque ce n'est que pour de pareilles dettes qu'il peut être question de régler la position de la femme tant à l'égard du mari qu'à l'égard des créanciers (2) ».

(1) Angers, 11 août 1864. D. 64. 2 187.

(2) Aubry et Rau, V, § 20, p. 441, note 30.

Contre ces raisons si sérieuses, les partisans du système précédent opposent enfin une objection d'ordre purement moral. Ils soutiennent que cette opinion méconnaît gravement les droits des héritiers du mari et qu'elle les expose à des fraudes bien faciles à commettre et bien tentantes pour la femme, lorsque l'association conjugale prend fin par le prédécès du mari. En pareil cas, s'il n'est pas procédé à la formalité de l'inventaire, les héritiers du mari n'ont aucun moyen de se renseigner sur les forces de la communauté; d'un autre côté, la femme est en possession des biens communs, de telle sorte que si elle veut détourner une partie des effets qu'elle a entre les mains, s'approprier par exemple des valeurs au porteur, rien ne l'empêchera, puisque personne ne connaît le montant de l'actif social. Si elle le fait, la communauté diminuée sera peut-être insuffisante pour acquitter intégralement les indemnités dues aux héritiers du chef du mari, et pourtant ceux-ci devront se contenter de cet actif ainsi amoindri. N'est-ce pas souverainement injuste? Pour prévenir ce danger; il faut décider que la femme ne jouit du droit de payer *intra vires emolument* les reprises du mari, qu'à la condition de produire aux héritiers du mari un inventaire exact des biens communs; de cette façon les héritiers n'auront plus à craindre les fraudes de la femme: « Les héritiers du mari, dit la Cour d'Agen, n'ont aucun autre moyen de s'assurer, surtout après un laps de temps un peu considérable, que la femme restée en possession de tous les biens, ne s'est rien approprié de la communauté. (1) » Or si l'on est

(1) Agen, arrêt précité.

obligé d'admettre cette solution dans le cas où la femme a la possession des biens communs, on doit la généraliser et l'appliquer dans toutes les hypothèses, de quelque manière que la communauté prenne fin, car la disposition des articles 1472 et 1436 est indivisible, on ne peut la rejeter dans un cas et l'appliquer dans un autre.

Remarquons tout d'abord que le danger qui nous est signalé, ne saurait permettre à l'interprète de considérer les articles 1472 et 1436 comme n'ayant aucune valeur lorsque la femme n'a pas procédé à l'inventaire des biens communs : *Dura lex, sed lex* ; il devrait se borner à exprimer un regret, mais il ne pourrait aller plus loin et réformer la loi. En second lieu, lorsque la femme n'accomplit pas la formalité de l'inventaire, les héritiers du mari ne sont cependant pas exposés sans protection à la mauvaise foi de la femme. Celle-ci n'a pas fait inventaire, ils n'ont qu'à procéder eux-mêmes à cette formalité, la loi le leur permet. (1) S'ils n'en font rien et que plus tard ils se trouvent en présence d'un actif insuffisant, amoindri par la femme, à leur grand préjudice, ils seront punis de leur inaction, de leur propre négligence ; ils avaient un moyen de se prémunir contre la fraude de la femme, pourquoi ne l'ont-ils pas employé ?

D'ailleurs en supposant même qu'ils n'ont pas procédé à l'inventaire, ils ne sont cependant pas encore à la merci de la femme ; il leur reste la ressource de prouver que l'actif de la communauté a été diminué par elle depuis la dissolution du mariage. Si les tribunaux recon-

(1) Ce droit leur est accordé par l'article 795.

naissant le bien fondé de leur allégation, s'ils estiment qu'à l'origine le fond commun était bien suffisant pour acquitter intégralement les reprises du mari, ils condamneront la femme à les payer sur sa fortune personnelle.

Les héritiers peuvent invoquer à l'appui de leur dire la preuve par témoins et même la preuve par commune renommée, car l'article 1442 décide que lorsque l'époux survivant n'a pas fait inventaire, la preuve de la consistance des biens et effets communs peut être administrée par tout intéressé « tant par titres que par la commune renommée. » C'est pour les héritiers du mari une arme redoutable qui, jointe à leur droit de procéder pour leur propre compte à l'inventaire des biens communs, les garantit pleinement contre toute espèce de fraude de la femme.

En résumé, les articles 1472 et 1436, la saine interprétation des articles 1482 et 1483, et enfin la réfutation des objections soulevées par les partisans du premier système, tout semble bien prouver que la femme, en l'absence d'inventaire, n'est tenue des reprises du mari, qu'*intra vires emolumentii*. Montrons pour achever l'étude de cette difficulté, le résultat étrange auquel aboutit l'opinion contraire, lorsque la communauté se dissout autrement que par le prédécès du mari.

Quand la communauté vient à cesser soit par la séparation de corps ou de biens, soit par le divorce, soit par la mort de la femme, la femme ou ses héritiers n'ayant pas la possession de la communauté, il leur est impossible de soustraire quoi que ce soit des effets communs. S'ils omettent de faire inventaire, le mari a la plus grande

facilité de détourner tout ou partie des valeurs qui composent le patrimoine de la communauté. Supposons qu'il prenne en secret une somme importante, et que par suite de ce vol, la communauté devienne insuffisante pour acquitter ses reprises. Eh bien, dans cette hypothèse, c'est la femme ou ses héritiers dont l'innocence ne saurait être mise en doute qui supporteront les conséquences du vol commis par le mari, puisque n'ayant pas fait inventaire, ils doivent acquitter les reprises du mari, au delà de la valeur des biens qu'ils ont recueilli dans la communauté. C'est là un résultat immoral et inadmissible auquel les partisans de l'assimilation des reprises du mari aux dettes de la communauté envers les tiers, ne peuvent se soustraire en aucune manière.

Nous concluons donc que lorsque la femme a négligé de faire inventaire, elle n'est cependant tenue de payer les reprises du mari que dans la mesure de son émolument. C'est l'opinion qui prévaut dans la doctrine et dans la jurisprudence (1).

(1) En ce sens Angers, 20 mai 1863, D. 64, 2, 186 et arrêt précité ; — Dijon, 25 avril 1867, D. 67, 2, 143 ; — Cassation, 14 novembre 1866, D. 67, 1, 61 et 16 novembre 1868, S. 69, 1, 14 ; — Bordeaux, 16 mars 1869, S. 69, 2, 239 ; — Besançon, 17 janvier 1883, D. 83, 2, 163 ; — Cassation, 4 décembre 1889, S. 91, 1, 73 ; — Laurent, XXIII, n° 80 ; — Aubry et Rau, V, § 520, p. 441 et 442, texte et note 30 ; — Guillouard, III, n° 1410 ; — Lacoste sous Cassation, 4 décembre 1889, précité.

SECTION II

DU COMPTE

SOMMAIRE : Utilité du compte ; — De quoi la femme doit-elle rendre compte ? — Chapitre des recettes ; estimation des biens composant l'émolument de la femme. — Chapitre des dépenses ; — A quelle époque le compte doit-il être rendu ?

La loi impose à la femme une seconde formalité ; elle l'oblige à rendre compte de son émolument aux créanciers de la communauté.

L'utilité du compte est de renseigner les tiers sur l'étendue de leurs droits contre la femme. A cet effet, d'une part, il leur indique avec précision la composition et la valeur de l'émolument ; il contient la désignation et l'évaluation des biens qui le composent ; d'autre part il leur fait connaître ce qu'est devenu l'émolument, comment des paiements déjà effectués ont pu le diminuer ou l'absorber tout entier. En un mot il détermine exactement la somme à concurrence de laquelle les tiers ont la faculté de s'adresser à la femme pour l'acquittement de leurs créances.

Qu'est-ce que l'émolument de la femme ? C'est le bénéfice qu'elle retire de la communauté ; en d'autres termes c'est tout ce dont elle s'enrichit par l'effet du partage, si cet acte porte bien sur tous les effets communs ;

c'est, comme le disaient nos anciens auteurs, tout ce qu'elle amende de la communauté.

Il en résulte que pour la confection du compte il faut se reporter aux opérations du partage, examiner quels biens ont été attribués à la femme à titre de commune, et les noter sur le compte. Ceci suppose que le partage a porté sur tous les biens de la communauté sans exception, que ces biens aient figuré ou non dans l'inventaire dressé par la femme. C'est en ce sens que nous interprétons l'article 1483, *in fine*, qui oblige la femme à rendre compte « tant du contenu de l'inventaire que de ce qui lui est échu par le partage. » Ainsi il est d'usage chez certains notaires, de ne pas mentionner dans l'inventaire les immeubles de la communauté. D'un autre côté il est possible que la femme ait omis, par suite d'un oubli ou d'une erreur, et sans aucune intention mauvaise, un ou plusieurs objets mobiliers. Peut-être enfin des créances inconnues ont-elles été découvertes après la clôture de l'inventaire, c'est-à-dire trop tard pour qu'on pût les y faire figurer. La femme indiquera dans le compte la part qui lui est attribuée dans ces différents objets, qui n'ont pas été décrits sur l'inventaire.

En un mot elle doit rendre compte des biens qui lui reviennent à titre d'associée. Cette formule remplacerait avantageusement celle de l'article 1483, sur laquelle elle aurait assurément le mérite d'une plus grande clarté.

Au moyen du compte la femme fait connaître aux créanciers la valeur nette de l'émolument dans la limite duquel les dettes sont à sa charge. D'une part elle mentionne les

biens qu'elle recueille à titre de commune, les seuls dont elle s'enrichisse ; d'autre part elle retransche de cette masse les sommes qu'elle a légitimement dépensées et qui diminuent d'autant son enrichissement. Par suite le compte se divise naturellement en deux chapitres : le premier comprend les recettes, le second les dépenses. Examinons en détail ce que la femme doit ranger dans l'un et l'autre de ces chapitres.

I. Chapitre des recettes. La femme comprend dans ce chapitre tous les biens, meubles et immeubles, qu'elle recueille dans la communauté en vertu de sa seule qualité d'associée. En conséquence figurent dans les recettes :

1° la moitié des biens communs (article 1474) ;

2° les sommes dont la femme était débitrice envers la communauté et qui, dans le but de simplifier les opérations du partage, ont été précomptées sur sa part. Libérée ainsi sans versement de deniers, elle s'est vraiment enrichie du montant de sa dette et doit en rendre compte ;

3° les biens qui peuvent lui être attribués à titre de préciput (article 1515) ;

4° les objets que le mari aurait divertis et qui, conformément à l'article 1477 seraient attribués à la femme pour la totalité ;

5° les intérêts, fruits et produits des sommes ou des biens que nous venons d'énumérer (1).

L'estimation de l'émolument échu à la femme se fait

(1) V. Rodière et Pont, II, n° 1144 ; — Laurent, XXIII, n° 72 ; — Guillaud, III n° 1393 ; — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2303.

d'après l'état et la valeur des biens au jour du partage. Pas de difficulté sur ce point. « Il est bien évident, d'une part, disent Aubry et Rau, qu'immédiatement après le partage, les créanciers de la communauté auraient le droit de poursuivre la femme jusqu'à concurrence de la valeur, à cette époque, des objets que le partage lui a attribués, et d'autre part que la femme serait libérée, si immédiatement après le partage, elle versait le montant de cette valeur entre les mains des créanciers. Or, on ne comprendrait pas que des événements postérieurs quelconques puissent modifier la position des parties, telle qu'elle s'est trouvée déterminée par l'effet du partage. D'ailleurs, comme par suite de l'acceptation de la communauté, la part de la femme se confond pleinement avec le restant de son patrimoine, elle doit supporter la dépréciation que peuvent subir les objets tombés dans son lot, et réciproquement profiter de l'augmentation de valeur qu'ils peuvent recevoir. *Res perit domino. Quem sequuntur incommoda, eundem debent sequi commoda.* (1) » Donc il n'y a à tenir compte ni des augmentations de valeur, ni des détériorations survenues depuis l'époque du partage; les créanciers n'ont pas droit à la plus-value qui s'est peut-être réalisée, et à l'inverse la femme ne peut invoquer contre eux aucune diminution de valeur des biens mis dans son lot (2).

(1) Aubry et Rau, V, § 520, p. 437, note 14.

(2) Marcadé et Pont, V, p. 627 — Dalloz, Contrat de mariage, n° 2473, Supplément, n° 898 — Rodière et Pont, II, n° 1115 — Laurent, XXIII, n° 73 — Guillouard, III, n° 1397 — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2305.

Pour les meubles l'estimation est faite le plus souvent dans l'inventaire. Les créanciers ne sont pas obligés d'accepter cette estimation qui a lieu en dehors de leur présence et dans un acte auquel ils ne sont pas parties. Elle leur est d'autant moins opposable qu'ordinairement dans la pratique, elle est inférieure à la valeur des meubles. S'ils la trouvent trop faible, ils provoqueront une nouvelle estimation qui aura lieu par ministère d'experts. Mais la femme est liée par l'évaluation contenue dans l'inventaire. Cependant, comme l'estimation doit être faite d'après l'état et la valeur des biens au moment du partage, la femme serait fondée à protester contre cette estimation, si une détérioration purement fortuite avait atteint l'un des objets, dans l'intervalle qui sépare la confection de l'inventaire du jour du partage.

Quant aux immeubles, parfois aussi ils sont compris et estimés dans l'inventaire. S'ils n'y figurent pas, la femme et les tiers les évaluent contradictoirement et l'on constate cette évaluation soit dans l'acte de partage, soit dans un acte spécial (1).

II. — Chapitre des dépenses. — Dans ce chapitre sont compris ;

1° la part que la femme a payée des frais de scellés, inventaire, vente du mobilier, licitation, liquidation et partage. Aux termes de l'article 1482, ces frais font partie

(1) Marcadé et Pont, V. p. 628. — Dalloz, Contrat de mariage, n° 2474. — Rodière et Pont, II, n° 1116. Laurent, XXIII, n° 73. — Aubry et Ran, V, § 520, p. 438. — Guillouard, III, n° 1398 et 1399 — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2306.

des dettes communes, et par conséquent se divisent entre les deux époux ;

2° les frais du compte lui-même. Le compte est fait dans l'intérêt des créanciers, il est de toute justice que la femme n'en supporte pas la charge ;

3° les sommes versées par la femme aux créanciers qui se sont présentés avant la reddition du compte. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, la femme doit en principe payer les créanciers à mesure qu'ils se présentent (1). Les sommes qu'elle a ainsi déboursées sans fraude, en acquittant une partie des dettes de la communauté diminuent son émolument ; c'est à bon droit qu'elle les range parmi les dépenses ;

4° la moitié de ses reprises que, en quelque sorte, elle se paye à elle-même. En effet quand la femme est en concours avec des créanciers, ses reprises ne se payent plus par voie de prélèvement, mais de même que les autres dettes, elles se divisent par parts égales entre les conjoints ou leurs héritiers. La moitié mise à la charge de la femme s'éteint par confusion, puisque, en sa personne, sont désormais réunies la qualité de créancière et celle de débitrice d'une même valeur. La femme prend pour ainsi dire, dans son émolument, une certaine somme qu'elle se verse à elle-même pour le paiement de la moitié de ses reprises ; elle le fait très légitimement, car, nous venons de le remarquer, la règle est qu'elle paye les créanciers à mesure qu'ils se présentent ; or, évidemment le créancier qui se présente le premier est la femme elle-

(1) Sauf le cas d'oppositions faites par les créanciers.

même. Elle peut donc déduire de son émolument la moitié de ses reprises, aussi bien que les dettes ordinaires de la communauté (1).

La femme ayant d'une part énuméré et évalué les biens qu'elle recueille à titre de commune, et ayant d'autre part indiqué les sommes dont on doit lui tenir compte, il est facile de calculer le montant de l'émolument exigible par les créanciers. Il suffit de déduire de la valeur des biens compris dans le premier chapitre, les sommes désignées dans le chapitre des dépenses ; l'excédant constitue l'émolument net dont la femme est redevable aux créanciers. Si les dépenses absorbent les recettes, la femme est désormais quitte envers les créanciers.

Aucun délai n'est assigné à la femme pour la reddition du compte (2) ; mais il faut qu'elle satisfasse à cette obligation chaque fois qu'un nouveau créancier demande son paiement. L'obligation de rendre compte ne s'exécute pas d'un seul coup, en une seule fois, comme l'obligation de faire inventaire ; c'est, en quelque sorte, une obligation successive et par conséquent très gênante pour la femme, quand les créanciers sont fort nombreux et qu'ils se présentent à des intervalles différents. Qu'elle ne ré-

(1) Troplong, III, n° 1755. — Rodière et Pont, II, n° 1119. — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2310.

(2) Nancy, 7 avril 1859. S. 59. 2. 475. — Rodière et Pont, II, n° 1119. Dalloz, Supplément. Contrat de mariage, n° 896. — Guillaouard, III, n° 1400. — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2309.

clame point cependant ; elle avait un moyen bien simple d'échapper à tous ces ennuis, c'était de renoncer à la communauté ; à elle de supporter les ennuis et les lenteurs d'une situation qu'elle a volontairement acceptée.

CHAPITRE II

EFFETS DU BÉNÉFICE D'ÉMOLUMENT

Nous avons vu déjà que l'effet caractéristique du bénéfice d'émolument est de permettre à la femme de ne payer les dettes de la communauté que jusqu'à concurrence de son émolument. Cette formule calquée sur l'article 1483 aux termes duquel « la femme n'est tenue des dettes de la communauté, soit à l'égard du mari, soit à l'égard des créanciers que jusqu'à concurrence de son émolument, » est cependant trop générale, et il importe de distinguer les effets du bénéfice d'émolument au regard des créanciers de la communauté, et les effets du bénéfice d'émolument au regard du mari et de ses héritiers. Au regard des créanciers la femme ne jouit de son privilège que pour les dettes dont elle n'est tenue qu'à titre de commune, et non pour celles dont elle est débitrice personnelle ; au regard du mari elle en jouit pour toutes les dettes, qu'elles soient entrées dans la communauté du chef de son conjoint ou de son propre chef.

Pourtant l'article 1483 déclarant que la femme n'est tenue des dettes que jusqu'à concurrence de son émolument, soit à l'égard du mari, soit à l'égard des créanciers communs, semble condamner toute distinction entre les effets du bénéfice d'émolument à l'égard du mari et à l'égard des tiers. Aussi, avant d'aller plus loin,

est-il indispensable d'indiquer les raisons qui, malgré les termes absolus de l'article 1483, déterminent l'interprète à restreindre les effets du bénéfice d'émolument au regard des tiers.

La situation en vue de laquelle le bénéfice d'émolument a été créé nous en fournit un premier motif. En effet le but de l'arrêt de 1567 fut de garantir les propres de la femme contre la mauvaise administration du mari. Celui-ci, grâce à ses pouvoirs si considérables, pouvait dissiper les biens de la communauté ; du moins n'a-t-on pas voulu lui permettre d'aller au delà et d'altérer indirectement la fortune personnelle de la femme, contrairement à la règle « *marito non licet onerare propria uxoris.* » C'est pourquoi la jurisprudence décida que les propres de la femme ne répondraient plus désormais des dettes tombées dans la communauté du chef du mari : telle fut l'idée qui donna naissance au bénéfice d'émolument (1). Mais ce privilège n'a jamais eu pour but de permettre à la femme d'échapper à l'obligation de payer en entier ses dettes personnelles aux créanciers envers lesquels elle s'est engagée.

En second lieu il faut remarquer qu'avant que la femme fût mariée les créanciers pouvaient lui réclamer le paiement de ses dettes sans aucune limite. Pourquoi l'adoption du régime de communauté les priverait-elle de ce

(1) V. Guy-Coquille, Traité sur la coutume du Nivernais Chapitre XXIII, article 7, p. 218, et aussi Renusson, Traité de la Communauté, p. 419 et 420.

droit ? En quoi le mariage modifie-t-il à cet égard la situation de la femme vis-à-vis de ses créanciers ? Comment le seul fait de ce mariage, fait auquel ils restent étrangers, réduirait-il leur droit de poursuite à l'émolument de la femme ? « *Res inter alios acta, aliis nec prodesse nec nocere potest* ; » c'est la règle consacrée par l'arbitre 1165. Évidemment le mariage ne peut porter aucune atteinte aux droits des tiers. Mais si la femme est tenue *ultra vires* de ses dettes antérieures au mariage, il doit en être de même de toutes les autres dettes qui sont entrées de son chef dans la communauté ; il n'y a pas de raison de distinguer.

Enfin nous puisons dans notre ancien droit un argument décisif. La distinction entre les effets du bénéfice d'émolument au regard des tiers et au regard du mari était bien connue de nos anciens auteurs. Écoutons notamment Pothier : « Observez, dit-il, une grande différence par rapport à ce privilège, entre les héritiers du mari et les créanciers. La femme n'a ce privilège vis-à-vis des créanciers, qu'à l'égard des dettes de la communauté que son mari a contractées seul, auxquelles elle n'a pas parlé, et dont elle n'est tenue qu'en sa qualité de femme commune.... Mais à l'égard des dettes qu'elle a contractées elle-même, soit qu'elle les ait contractées seule, soit qu'elle se soit obligée avec son mari, elle ne peut user de ce privilège vis-à-vis des créanciers. Au contraire vis-à-vis des héritiers du mari, la femme a ce privilège indistinctement à l'égard de toutes les dettes de la communauté, aussi bien à l'égard de celles qui procèdent de son chef, qu'à l'égard de celles que son mari a contrac-

tées (1). » Comment croire que les rédacteurs du Code ont abandonné ici le guide qu'ils ont presque constamment suivi dans la matière du contrat de mariage ? Comment croire surtout qu'ils ont voulu innover sans motif et détruire d'un mot une distinction si rationnelle et si bien établie dans la pratique ?

Du reste, la rédaction défectueuse de l'article 1483 s'explique historiquement. L'article 228 de la coutume de Paris, à la suite de l'arrêt de 1567, ne prévoyait les effets du bénéfice d'émolument qu'au regard des tiers ; il ne s'occupait en aucune façon des effets du bénéfice d'émolument au regard du mari. C'était une lacune considérable que le législateur de 1804 a comblée en accordant expressément à la femme le bénéfice d'émolument, tant à l'égard du mari qu'à l'égard des tiers. Mais par inattention il oublia de reproduire la distinction traditionnelle, et en complétant avec raison l'article 228 de la coutume de Paris, il eut par contre le tort de commettre une confusion fort regrettable. En réalité l'article 1483 fut rédigé avec beaucoup de légèreté et de précipitation.

C'est donc en toute sûreté qu'avec la jurisprudence et l'unanimité de la doctrine, nous reproduirons la distinction de nos anciens auteurs. Par conséquent, nous étudierons les effets du bénéfice d'émolument dans deux sections dont l'une sera intitulée : effets du bénéfice d'émolument au regard des créanciers de la communauté, et l'autre : effets du bénéfice d'émolument au regard du mari et de ses héritiers.

(1) Pothier, n° 739.

SECTION I

EFFETS DU BÉNÉFICE D'ÉMOLUMENT AU REGARD DES CRÉANCIERS DE LA COMMUNAUTÉ

SOMMAIRE : Principe ; énumération des dettes à raison desquelles la femme peut invoquer le bénéfice d'émolument au regard des créanciers ; énumération des dettes à raison desquelles elle ne peut pas l'invoquer — Dans quel ordre la femme doit-elle payer les créanciers ? — Quand elle paye au delà de son émolument a-t-elle un recours contre les créanciers ? — Peut-elle refuser le paiement des dettes qui n'ont pas reçu date certaine antérieure à la dissolution de la communauté ?

Pour toutes les dettes auxquelles elle n'est obligée qu'à titre de commune, et pour ces dettes seules, la femme jouit à l'égard des tiers du privilège de ne pouvoir être poursuivie que dans la mesure de son émolument. Telle est, résumée dans une formule aussi nette et aussi précise que possible, la sphère d'application du bénéfice d'émolument vis-à-vis des créanciers de la communauté.

Le principe ainsi posé examinons successivement d'une part, quelles sont les dettes à raison desquelles la femme n'est obligée qu'en sa qualité d'associée, et d'autre part quelles sont les dettes dont elle est débitrice personnelle. Cette opposition nous fera connaître clairement l'étendue des droits de la femme contre les créanciers.

Les dettes à raison desquelles la femme n'est obligée qu'à titre de commune, sont celles qui sont entrées dans la communauté du chef de son conjoint. Telles sont :

1° Les dettes mobilières du mari antérieures au mariage (article 1409, 1°) ;

2° Les dettes des donations et successions échues au mari pendant le cours du mariage, dans la mesure où ces dettes tombent dans la communauté (même article 1409, 1°) ;

3° Les dettes contractées par le mari pendant la durée de la communauté (même article 1409, 2°), ou plus généralement les dettes qui, dans le cours de l'association conjugale, naissent à la charge du mari, à quelque titre que ce soit ;

4° Les dettes que la femme a contractées comme mandataire expresse ou tacite de son époux. D'après les règles du droit civil en matière de mandat, ces dettes ne l'obligent pas, elles n'obligent que le mandant, son mari, et par suite elles entrent dans la communauté non du chef de la femme, mais bien du chef du mari. Il en est ainsi notamment des dettes que la femme a contractées pour les besoins du ménage, dettes à l'égard desquelles elle est censée agir en vertu d'une procuration tacite de son conjoint.

Il n'y a d'ailleurs pas à distinguer si les diverses dettes dont nous venons de faire l'énumération sont tombées dans la communauté avec ou sans charge de récompense. Les questions de récompenses ne se posent qu'entre conjoints ; elles n'exercent aucune influence sur

les rapports des époux avec les tiers, et ne modifient en rien le droit de poursuite des créanciers (1).

Pendant le cours de la communauté seul le mari répond des dettes de cette première classe. Mais lorsque la communauté vient à prendre fin, alors, en vertu du principe de la division des dettes communes par parts égales entre les époux (article 1482), la moitié passe à la charge de la femme qui, si les circonstances l'exigent, peut opposer aux créanciers le privilège de n'être tenue de les payer que jusqu'à concurrence de son émolument.

Voyons maintenant une seconde catégorie de dettes, celles dont la femme est débitrice personnelle. Citons :

1° Les dettes mobilières de la femme antérieures au mariage (article 1409, 1°);

2° Les dettes mobilières ou immobilières grevant les donations ou successions échues à la femme pendant la durée de l'association conjugale, dans la mesure où ces dettes tombent dans la communauté (même article 1409, 1°);

3° Les dettes que la femme a contractées non plus comme mandataire de son mari, mais avec son autorisation, ou avec l'autorisation de justice dans les deux cas exceptionnels de l'article 1427 (2) (même article 1409, 2°);

(1) Aubry et Rau, V, § 520, p. 435, note 6. — Guillouard, III, n° 1403. — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2311.

(2) Pour tirer le mari de prison ou pour l'établissement des enfants communs, en cas d'absence du mari.

4^o les dettes que la femme a contractées solidairement avec son mari ;

5^o celles qu'elle a contractées conjointement avec son mari (1).

Quand la femme est poursuivie à raison de ces dettes, elle ne peut opposer aux créanciers le bénéfice de l'article 1483 ; elle doit les acquitter *ultra vires emolumenti*, entamant, s'il le faut, sa fortune personnelle (2).

Ajoutons qu'il existe encore deux sortes de dettes pour lesquelles la femme ne jouit pas du bénéfice d'émolument au regard des tiers, non plus par suite de sa qualité de commune, mais pour des motifs tout différents, et c'est pourquoi nous les citons en dehors de l'énumération précédente. Ces dettes sont :

1^o les dettes indivisibles. En effet de telles dettes sont insusceptibles de prestation partielle ; par conséquent il ne saurait être question de restreindre l'obligation de la femme à une limite quelconque, comme celle de son émolument dans la communauté ;

2^o les dettes garanties par un privilège ou par une hypothèque. Si l'immeuble grevé de l'une de ces dettes

(1) Relativement aux dettes qui figurent sous les quatre premiers numéros, les tiers peuvent réclamer à la femme le paiement intégral de leurs créances, car elle s'est obligée personnellement pour la totalité. Pour les dettes rangées sous le dernier numéro, ils ne lui peuvent réclamer que la moitié seulement, puisque, l'obligation conjointe se divisant de plein droit entre les codébiteurs, elle n'est obligée personnellement que pour la moitié.

(2) Rodière et Pont, II, n^o 1128 et 1129. — Guillouard, III, n^o 1384. — Fuzier-Herman, Communauté, n^o 2316, 2320, 2321 et 2324.

est mis dans le lot de la femme, elle l'acquittera toute entière, à moins qu'elle ne préfère délaisser, conformément au droit commun (1).

Revenons aux dettes dont la femme n'est tenue qu'*intra vires* envers les tiers, et examinons dans quel ordre elle doit payer les créanciers communs.

En premier lieu et avant tout la femme doit payer les créanciers privilégiés ou hypothécaires, c'est-à-dire ceux dont la créance est garantie par un privilège ou par une hypothèque grevant un immeuble qui lui a été attribué par le partage. Si la femme avait déjà, par négligence, soldé des dettes ordinaires, et que son émolument ne fût plus suffisant pour acquitter une dette privilégiée ou hypothécaire, le créancier aurait droit néanmoins à la totalité de la somme garantie. Ainsi, par exemple, la femme a pour émolument un immeuble d'une valeur de 20,000 francs, affecté à la garantie d'une dette de 15,000 francs. A des créanciers chirographaires elle verse 10,000 francs puis le créancier hypothécaire vient réclamer son paiement. Dans ce cas bien que son émolument ne soit plus en réalité que de 10,000 francs, elle payera cependant les 15,000 francs dûs, et par sa faute elle acquittera 25,000 francs de dettes au lieu de 20,000 francs.

Quant aux autres créanciers, l'équité exigerait que la femme leur distribuât son émolument proportionnelle-

(1) Dalloz, Contrat de mariage, n° 2489. — Aubry et Rau, V. § 520, n° 440. — Guillouard, III, n° 1584. — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2323.

ment à la valeur de leurs créances, c'est-à-dire au marc le franc. Mais en l'absence de disposition légale sur ce point, on applique par analogie la règle édictée par l'article 808, al. 2, pour l'héritier bénéficiaire, et l'on décide qu'elle doit les payer à mesure qu'ils se présentent. Lorsque par suite des paiements ainsi effectués, l'émolument est complètement épuisé, la femme est quitte, et les créanciers qui se présentent trop tard, n'ont plus aucun droit contre elle (1). En outre ils n'ont aucun droit contre les créanciers plus diligents ; ceux-ci sont dispensés de toute restitution, car ils n'ont touché que ce qui leur était dû.

Du reste pour conjurer ce péril, les créanciers qui craignent de ne trouver qu'un émolument trop faible pour acquitter l'intégralité des dettes communes mises à la charge de la femme, ont la ressource de faire opposition entre ses mains (article 808, al. 1). S'ils ont usé de ce droit, après que les créanciers privilégiés ou hypothécaires ont été payés, les deniers se distribuent par la procédure de contribution, et les sommes sont réparties entre les intéressés proportionnellement au montant de leurs créances.

En résumé la femme paye en premier lieu les créanciers privilégiés ou hypothécaires ; puis, si aucune opposition n'a été faite, elle paye les créanciers chirographaires à mesure qu'ils se présentent ; si au contraire opposition a

(1) C'est pourquoi en traitant de l'obligation de rendre compte, nous avons rangé parmi les dépenses à déduire de l'émolument, les sommes versées aux créanciers déjà désintéressés.

été faite, l'émolument est distribué au marc le franc entre les créanciers opposants (1).

Supposons que, pour une cause quelconque, par négligence ou par erreur, la femme paye les dettes de la communauté au delà de son émolument ; a-t-elle en pareil cas, contre les créanciers, une action en répétition pour ce qu'elle a déboursé en sus des sommes à concurrence desquelles elle était strictement tenue ?

Nous ne trouvons de réponse formelle à cette question ni dans l'article 1483, ni dans aucun autre article. Toutefois le Code civil a résolu une hypothèse très voisine de celle-ci ; en effet l'article 1488 prévoyant le cas où la femme a payé des dettes de la communauté au delà de sa moitié décide qu'elle « n'a point de répétition contre le créancier pour l'excédant, à moins que la quittance n'exprime que ce qu'elle a payé était pour sa moitié. » Ce texte tranche donc la question entre la femme qu'il prive en principe de tout recours, à moins qu'elle n'ait eu la précaution de faire insérer dans la quittance une note constatant sa volonté de n'acquitter la dette que dans la mesure de sa moitié. Le législateur présume que lorsque la femme paye des dettes communes au delà de sa part, elle le fait en connaissance de cause pour sauvegarder la réputation de son mari et faire honneur à sa signature, et il ne lui permet pas de renverser cette présomption en démontrant que le paiement a été effectué par erreur, si

(1) Dalloz, Contrat de mariage, n° 2477. — Laurent, XXIII, n° 75. — Aubry et Rau V, § 520, p. 439. — Guillouard, III, n° 1401. — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2307.

ce n'est quand la preuve de cette erreur résulte des termes mêmes de la quittance.

Ne pourrait-on pas admettre la même solution dans le cas où la femme a acquitté les dettes non plus au delà de sa moitié, mais seulement au delà de ce qu'elle a recueilli dans la communauté ? En d'autres termes ne pourrait-on pas lui refuser le droit d'agir en répétition contre les créanciers, à moins que la quittance n'exprime qu'elle ne voulait payer que jusqu'à concurrence de son émolument ?

Quelques auteurs admettent la négative pour cette raison que l'on doit interpréter restrictivement les dispositions qui dérogent au droit commun. L'article 1488 apporte une exception à la règle en vertu de laquelle lorsqu'une personne paye par erreur une somme dont elle n'est pas débitrice, elle a une action en répétition contre celui qui a touché indûment et sans droit (articles 1235, al. 1, et 1377, al. 1) (1). Or les exceptions sont de droit étroit et de stricte interprétation ; par suite, il est impossible d'appliquer l'article 1488 en dehors de l'hypothèse qu'il a spécialement en vue, et quand la femme a payé au delà de son émolument, elle peut, conformément au droit commun, agir en répétition contre le créancier, à la condition de prouver son erreur, et alors

(1) Art. 1235, al. 1, « Tout paiement suppose une dette : ce qui a été payé sans être dû, est sujet à répétition. »

Article 1377, al. 1, « Lorsqu'une personne qui, par erreur, se croyait débitrice, a acquitté une dette, elle a le droit de répétition contre le créancier. »

même que la preuve de cette erreur ne résulterait pas des termes de la quittance (1).

Une seconde opinion de beaucoup la plus généralement adoptée est moins avantageuse pour la femme; elle décide qu'il y a lieu de lui appliquer la disposition de l'article 1488 aussi bien lorsqu'elle acquitte des dettes communes au delà de son émolument que lorsqu'elle les acquitte au delà de sa moitié. Comment accorder à la femme le droit de recourir contre les créanciers quand elle paye par erreur au delà de son émolument, (mais moins que la moitié des dettes), et lui refuser ce recours quand elle paye au delà de sa moitié, c'est-à-dire quand le préjudice éprouvé est plus considérable? Ne doit-on pas se montrer aussi rigoureux envers la femme dans l'un et l'autre cas? Que la femme paye au delà de sa moitié ou qu'elle paye simplement *ultra vires emolument*, sa situation est la même, puisque de toute façon elle verse aux créanciers des sommes qu'elle n'était pas tenue de leur fournir. Dans les deux hypothèses il faut supposer qu'elle agit ainsi afin de défendre la réputation de son mari, et lui refuser en principe tout recours contre les tiers. Le cas où la femme acquitte les dettes au delà de son émolument est implicitement prévu et résolu par l'article 1488, et pour soutenir qu'en principe la femme n'a pas plus l'action en répétition quand elle paye *ultra vires emolument* que lorsqu'elle paye au delà de sa moitié, il n'est nullement nécessaire, quoi qu'en disent les partisans de l'opinion précédente, d'étendre une disposition exceptionnelle en

(1) En ce sens Laurent XXIII, n° 83.

dehors de sa sphère d'application ; il suffit de l'interpréter dans son esprit et d'y lire tout ce qui y est réellement et logiquement renfermé (1).

C'est également contre la femme que nous tranchons une autre difficulté qui concerne aussi bien le cas où la femme a l'intention d'acquitter intégralement la moitié des dettes que le cas où elle a l'intention de les acquitter seulement *intra vires emolumentii*. Il s'agit de savoir si, poursuivie par les créanciers, soit dans la mesure de son émolument, soit pour sa moitié, la femme a le droit de refuser le paiement, lorsque les dettes n'ont pas date certaine antérieure à la dissolution de la communauté.

D'abord la question ne soulève aucun doute pour les dettes auxquelles la femme s'est obligée personnellement. Au regard de ces dettes, le défaut de certitude légale de la date n'est pas opposable aux créanciers, attendu qu'il ne peut jamais être invoqué avec succès par les parties.

La solution est la même au regard des dettes tombées dans la communauté du chef du mari. En effet, le mari est le représentant de la communauté ; toutes les fois qu'il agit dans la limite de ses pouvoirs et notamment toutes les fois qu'il contracte une dette, il traite au nom de la communauté, c'est-à-dire en son nom et au nom de la

(1) En ce sens Massé et Vergé sur Zachariæ, IV, p. 168, note 20 ; — Dalloz, Contrat de mariage, n° 2492 et Supplément, n° 908 ; — Rodière et Pont, II, n° 1126 ; — Aubry et Rau, V, § 520, p. 440, texte et note 23 ; — Guillouard, III, n° 1406 ; — Fuzier-Herman, Communauté, n° 1319.

femme, en qualité de mandataire de celle-ci (1). En acceptant la communauté, la femme ratifie les actes accomplis par le mari et ces actes doivent désormais être considérés comme ayant été faits à la fois par les deux époux. Par suite, la femme partie à l'acte ne saurait invoquer le défaut de certitude légale de la date.

Toutefois il importe de bien préciser notre pensée. Ce que nous voulons dire c'est que la femme ne peut refuser le paiement d'une dette commune sous prétexte que l'acte constatant cette dette n'a pas date certaine antérieure à la cessation de la communauté. Mais nous ne prétendons aucunement lui enlever le droit de prouver que l'acte a été antidaté ; c'est à elle qu'incombe alors la preuve de l'antidate.

Cette solution est admise par tous les auteurs et par la jurisprudence ; citons notamment un arrêt du 13 mars 1854, dans lequel la Cour de Cassation s'exprime ainsi : « Attendu que, pendant le mariage, le mari a seul le droit d'administrer la communauté, et que les dettes qu'il contracte sont à la charge de cette communauté ; attendu que son administration serait entravée et son autorité limitée, si l'on excluait de la communauté des dettes par lui contractées sous prétexte que les actes qui les contiennent sont sous son seing privé et sans date certaine ; attendu que les obligations souscrites par le

(1) Il faut remarquer cependant que la situation de la femme diffère de celle du mandant ordinaire en ce que par sa renonciation à la communauté ou par l'effet du bénéfice d'émolument elle échappe en tout ou en partie aux conséquences de l'acte fait par le mari.

mari, mandataire de la communauté, sont présumées valables à l'égard de la femme, jusqu'à preuve contraire, et que c'est à la femme demanderesse dans son exception, à faire cette preuve ; que ce n'est pas le cas d'appliquer la règle que les actes sous seing privé ne font foi à l'égard des tiers, que lorsqu'ils ont acquis une date certaine, parce que la femme ne peut être considérée comme un tiers à l'égard des actes concernant une communauté qu'elle a acceptée..... (1). »

En résumé les dettes qui n'ont pas reçu date certaine antérieure à la dissolution de la communauté, sont néanmoins opposables à la femme, soit pour moitié, soit dans la limite de son émolument, sauf le droit qu'elle conserve, de justifier au moyen de preuves sérieuses, que les actes qui les constatent ont été antidatés et qu'ils sont en réalité postérieurs à la cessation de la communauté (2).

(1) S. 54, 1, 529.

(2) Rodière et Pont, II. n° 1130. — Aubry et Rau, V, § 520, p. 439. — Dalloz, Supplément, Contrat de mariage, n° 909. — Guillouard, III, n° 1404. — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2312. — Cassation, arrêt précité.

SECTION II

EFFETS DU BÉNÉFICE D'ÉMOLUMENT AU REGARD DU MARI ET DE SES HÉRITIERS

SOMMAIRE : Influence du bénéfice d'émolument sur la contribution des époux aux dettes de la communauté. — Dettes pour lesquelles la femme jouit du bénéfice d'émolument au regard du mari ; En jouit-elle pour ses reprises ? pour les dettes qui ne sont entrées dans la communauté qu'à charge de récompense ? — Dans quelle mesure la femme qui a payé *ultra vires emolument* peut-elle recourir contre le mari ? est-ce pour tout ce qui excède son émolument, ou simplement pour ce qui excède sa moitié ? — Quand elle est insolvable, ses créanciers personnels auxquels elle ne fournit que son émolument, ont-ils action contre le mari pour la totalité de la dette, déduction faite de ce qu'ils ont pu obtenir de la femme ou seulement pour la moitié ? — La femme peut-elle renoncer d'avance au bénéfice d'émolument ?

Le bénéfice d'émolument modifie profondément les principes qui régissent la contribution des époux aux dettes de la communauté. Aussi, avant d'aborder l'étude des effets du bénéfice d'émolument au regard du mari et de ses héritiers, est-il bon de rappeler, en quelques lignes, les règles qui déterminent la proportion suivant laquelle le mari et la femme supportent respectivement la charge du passif commun.

Aux termes de l'article 1482, « les dettes de la communauté sont pour moitié à la charge de chacun des époux

ou de leurs héritiers; » ainsi, de même que chacun des époux recueille la moitié de l'actif commun (article 1474), de même chacun contribue pour moitié au paiement des dettes. La même proportion règle la répartition de l'actif et du passif entre les conjoints.

Mais lorsque la communauté est insolvable, l'exercice du bénéfice d'émolument vient détruire l'équilibre établi par la loi entre les deux époux; la femme n'a plus à sa charge la moitié des dettes, sa part est restreinte à la valeur de son émolument, et par contre la part du mari s'augmente de tout ce dont celle de la femme est diminuée.

Les effets du bénéfice d'émolument sont beaucoup plus étendus à l'égard du mari qu'à l'égard des tiers, et il n'est nullement nécessaire de reproduire ici une distinction analogue à celle que nous avons dû faire dans la section précédente. A l'égard du mari la femme jouit du bénéfice d'émolument pour toutes les dettes de la communauté. Telle est la doctrine admise universellement et sans discussion; elle est conforme à la tradition, comme le montre ce passage de Pothier déjà cité plus haut, et dans lequel après avoir précisé les effets du bénéfice d'émolument au regard des créanciers, cet auteur ajoute : « Vis-à-vis des héritiers du mari, la femme a ce privilège indistinctement à l'égard de toutes les dettes de la communauté, aussi bien à l'égard de celles qui procèdent de son chef, qu'à l'égard de celles que le mari a contractées (1). » En

(1) Pothier, n° 739. — V. aussi Rodière et Pont, II, n° 1144; — Aubry et Rau, V, § 520, p. 443; — Fuzier-Herman, communauté, n° 2337.

conséquence la femme peut opposer le bénéfice d'émolument au mari, non seulement pour les dettes qui sont tombées dans la communauté du chef de celui-ci, mais encore pour celles qui y sont entrées de son propre chef, par exemple pour ses dettes antérieures au mariage, pour celles qu'elle a contractées pendant le mariage, avec l'autorisation requise, et aussi pour les dettes auxquelles elle s'est obligée conjointement ou solidairement avec son mari (1).

On admet très généralement que la femme jouit du bénéfice d'émolument pour les sommes qui lui sont dues par la communauté à titre de reprises ou d'indemnités, comme par exemple dans l'hypothèse où un immeuble propre à la femme a été vendu pendant le mariage, sans qu'il ait été fait remploi du prix d'aliénation. En effet à la dissolution de la communauté, les reprises de la femme ainsi que les autres dettes, se divisent par parts égales entre les deux époux ; il en résulte que la femme a action contre son conjoint pour une moitié ; l'autre moitié, celle qui est à sa charge personnelle, s'éteint par confusion, c'est-à-dire qu'il se produit dans la personne de la femme une opération analogue à un paiement, la femme étant censée se payer à elle-même une somme égale à la moitié de sa créance contre la communauté. Or la femme n'est tenue des dettes de la communauté

(1) Nancy. 7 avril 1839, S. 59. 2. 475 — Aubry et Rau, V, § 520, p. 443 — Guillouard, III, n° 1515 — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2337.

qu'*intra vires emolument*i, et de même qu'elle n'est obligée de payer les créances que dans la limite de son émolument, de même ce n'est que dans cette limite qu'elle doit se payer elle-même ; en d'autres termes, ce n'est que jusqu'à concurrence de son émolument que la moitié de ses reprises s'éteint par confusion ; pour le surplus, comme un créancier ordinaire, elle a action contre le mari auquel elle peut réclamer outre la moitié de ses reprises, la différence entre sa moitié propre et le montant de son émolument.

Cette solution paraît fort logique. Au reste elle n'est pas nouvelle ; écoutons Pothier : « La femme, dit-il, a ce privilège (il s'agit du bénéfice d'émolument), non seulement à l'égard des dettes dont la communauté est débitrice envers les tiers, mais pareillement à l'égard de celles dont elle est débitrice envers elle ; c'est pourquoi la femme qui accepte la communauté ne fait confusion sur elle de la moitié de ses reprises de propres qui lui sont dues par la communauté que jusqu'à concurrence de ce qu'elle a eu des biens de la communauté ; lorsque les biens de la communauté ne sont pas suffisants pour les acquitter, elles doivent pour le surplus être acquittées sur des biens propres du mari ou de ses héritiers (1). »

Ainsi exposée cette doctrine ne nous semble pas exacte, et nous ne saurions l'accepter. A notre avis la question des récompenses ou reprises de la femme ne relève pas

(1) Pothier, n° 740. — V. Rodière et Pont, II, n° 1144 ; — Aubry et Rau, V, § 520, p. 444, texte et note 35 ; — Laurent, XXIII, n° 93 ; — Guillouard III n° 1415.

de l'article 1483 ; elle est réglée par les articles 1436 et 1472 dont nous avons déjà parlé, à la fin de la première section du chapitre précédent, en examinant les conséquences du défaut d'inventaire à l'égard des reprises du mari. Et c'est ce que nous allons établir en distinguant deux hypothèses : 1^o celle où les reprises des époux sont les seules dettes de la communauté ; 2^o celle où avec les reprises des époux, coexistent d'autres dettes envers les tiers.

Dans le premier cas, les reprises de la femme ne se divisent pas par parts égales entre les conjoints ; elles se payent par voie de prélèvements sur les biens de la communauté d'abord, et, en cas d'insuffisance, sur les biens personnels du mari (article 1470 d'une part, articles 1436 et 1472 d'autre part). Il n'y a donc pas lieu d'appliquer l'article 1483, les articles 1436 et 1472 aboutissent au même résultat.

Si le passif de la communauté comprend non seulement des reprises des époux, mais en outre des dettes envers des tiers, la disposition de l'article 1483 est également inapplicable aux reprises de la femme. Sans doute, en présence des créanciers la femme n'exerce ses reprises qu'à titre de créancière ; elle vient en concours avec eux, elle n'est plus payée par voie de prélèvements, comme dans l'hypothèse précédente (1) ; mais les articles 1436 et 1472 conservent leur effet ; ils continuent de lui assurer le paiement de ses reprises sur les biens du

(1) Ce point est bien établi maintenant dans la doctrine et dans la jurisprudence.

mari, en cas d'insuffisance de la communauté, c'est-à-dire si les valeurs qu'elle prend dans la communauté sont insuffisantes pour acquitter outre la moitié des dettes ordinaires, la moitié de ses reprises.

Dans tous les cas la femme a donc action sur les propres du mari, jusqu'à ce que ses reprises lui aient été intégralement payées. A première vue l'application des articles 1436 et 1472 donne un résultat identique à celui de l'article 1483. Cependant la question de savoir si les reprises de la femme sont régies par l'article 1483 ou par les articles 1436 et 1472 n'est pas dénuée d'intérêt pratique ; elle a une grande importance dans l'hypothèse où la femme a négligé de faire inventaire, car l'application de l'article 1483 est subordonnée à la confection d'un inventaire, au contraire les articles 1436 et 1472 ne supposent pas l'accomplissement de cette formalité. Par suite si les reprises de la femme sont soumises à la législation du bénéfice d'émolument, en l'absence d'inventaire la femme n'a action contre le mari que pour la moitié de ses reprises, tandis que si elles sont soumises aux dispositions des articles 1436 et 1472, la femme, malgré sa négligence, a néanmoins le droit de réclamer au mari d'une part la moitié de ses reprises, et d'autre part la différence entre l'autre moitié et son émolument. (1)

Il existe une catégorie de dettes auxquelles le bénéfice

(1) Cette question est intimement liée à celle que nous avons traitée en examinant les conséquences du défaut d'inventaire au regard des reprises du mari. (V. fin de la première section du chapitre I.)

d'émolument ne s'applique jamais, au regard du mari ; ce sont les dettes qui sont entrées dans la communauté à charge de récompense au profit de celle-ci. Si une dette de ce genre est tombée dans la communauté du chef du mari, la femme poursuivie pour la moitié, jouit assurément du bénéfice de l'article 1483 au regard des créanciers, mais elle n'a pas à l'invoquer contre son conjoint qui, en vertu de l'article 1437 (1), supporte la totalité de la dette et par conséquent doit lui rembourser tout ce qu'elle a payé, et non pas seulement ce qui excède son émolument. Si au contraire la dette est tombée dans le passif commun du chef de la femme, c'est elle qui doit en supporter tout le poids, et elle ne peut invoquer son bénéfice d'émolument au regard du mari (2).

Pour résumer en quelques lignes ce que nous avons exposé jusqu'ici, disons qu'au regard de son mari, la femme jouit du bénéfice d'émolument pour toutes les dettes de la communauté, sauf :

1° Pour ses reprises qui sont régies par les articles 1436 et 1472 et non par l'article 1483 ;

2° Pour les dettes du mari qui ne sont tombées dans la

(1) Article 1437 : Toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme soit pour acquitter les dettes ou charges personnelles à l'un des époux,... soit pour le recouvrement, la conservation ou l'amélioration de ses biens personnels, et généralement toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense.

(2) Elle ne pourrait pas davantage l'invoquer contre les tiers, puisqu'il s'agit d'une dette qui lui est personnelle V. Aubry et Rau, V, § 520, p. 443.

communauté qu'à charge de récompense. Relativement à ces dettes, c'est l'article 1437 qui permet à la femme de recourir contre son conjoint, et non l'article 1483 ;

3^e Pour les dettes de la femme qui ne sont tombées dans la communauté qu'à charge de récompense ; elle doit les supporter pour le tout et ne saurait exercer contre son mari le recours de l'article 1483.

L'effet du bénéfice d'émolument au regard du mari et de ses héritiers étant de permettre à la femme de ne contribuer aux dettes communes que jusqu'à concurrence de son émolument, il en résulte que lorsque la femme a acquitté des dettes *ultra vires emolument*, elle a le droit de se faire indemniser par le mari, et ce droit lui appartient, soit qu'elle ait été forcée de payer intégralement des dettes personnelles, soit qu'elle ait payé au-delà de son émolument par erreur ou par négligence. Nous avons déjà fait allusion bien souvent à ce recours, conséquence nécessaire du bénéfice d'émolument ; il nous faut étudier maintenant dans quelle mesure la femme peut agir contre son mari.

Nous n'hésitons pas à décider que la femme a action contre son conjoint pour tout ce qu'elle a déboursé au delà de son émolument. En effet la femme ne doit supporter les dettes de la communauté qu'*intra vires emolument* ; donc quand elle paye au delà de cette limite, son conjoint lui est redevable de ce qui excède son émolument, c'est-à-dire de la différence entre les sommes qu'elle a versées et la valeur des biens qui lui sont échus.

Du reste aux termes de l'article 1490, al. 2, « toutes

les fois que l'un des co-partageants a payé des dettes de la communauté au delà de la portion dont il était tenu, il y a lieu au recours de celui qui a trop payé contre l'autre. » Or, vis-à-vis du mari la portion dont la femme est tenue, c'est le montant de son émolument ; par conséquent si elle a payé au delà de cette limite, elle a action pour ce qu'elle a acquitté en trop, c'est-à-dire pour ce qui excède son émolument ; tel est bien l'esprit de l'article 1490 qui en disant qu'il y a lieu au recours de celui qui a trop payé, donne bien à entendre que ce recours a pour objet tout ce qui a été payé en trop.

Cependant on pourrait opposer à cette doctrine la disposition de l'article 1486, lequel après avoir déclaré la femme obligée à la totalité des dettes qui procèdent de son chef, lui donne un recours contre le mari ou les héritiers de celui-ci, « pour la moitié desdites dettes ». Cet article semble en contradiction avec la solution que nous avons exposée, puisqu'il limite le recours de la femme à la moitié des dettes et non à la totalité de ce à quoi elle était tenue. Mais cette difficulté n'est pas sérieuse. L'article 1456 n'a nullement en vue l'hypothèse où la femme exerce le bénéfice de l'article 1483 ; il vise le cas ordinaire où la communauté étant solvable, c'est dans la mesure de sa moitié et non dans la mesure de son émolument, que la femme contribue aux dettes. Aussi, on se l'explique à merveille, ne lui permet-il de réclamer au mari que la moitié des dettes acquittées par elle intégralement. En réalité l'article 1486 est la suite et la sanction de l'article 1482 qui met en principe à la charge de chacun des époux la moitié du passif de la communauté ; il

est étranger au cas exceptionnel de l'article 1483. Il faut donc l'écarter et décider que si, pour un motif quelconque, la femme paye *ultra vires emolument*, elle pourra réclamer au mari la totalité des sommes versées au delà de son émolument (1).

La question résolue en ce sens donne elle-même naissance à une autre controverse beaucoup plus délicate et plus discutée. On suppose d'une part que l'émolument de la femme est inférieur à la moitié des dettes communes, et d'autre part que cet émolument constitue toute la fortune de la femme, celle-ci n'ayant aucun bien propre ; en d'autres termes on suppose à la fois et l'insolvabilité de la communauté et l'insolvabilité de la femme, et l'on se demande dans quelle mesure les créanciers personnels de la femme peuvent s'adresser au mari. En un mot il s'agit de savoir s'ils ont action contre le mari ou bien pour la moitié des dettes, ou bien pour la totalité, déduction faite de l'émolument qu'ils ont reçu. Un exemple va éclaircir la question : Une femme dûment autorisée contracte pendant le mariage, une dette de 20,000 francs ; puis, avant que le créancier ait été désintéressé, la communauté vient à se dissoudre, et il se trouve que l'émolument attribué à la femme ne vaut que 6,000 francs. Par hypothèse la femme n'a pas de biens propres, par suite elle ne versera forcément au créancier qu'une somme de

(1) Troplong, III, n° 1734. — Marcadé et Pont, V, p. 632. — Rodière et Pont, II, n° 1145. — Laurent, XXIII, n° 95. — Aubry et Rau, V, § 520, p. 444. — Dalloz, Supplément, Contrat de mariage, n° 919. — Guillouard, III, n° 1416.

6,000 francs sur les 20,000 qu'il lui réclame. Alors il poursuit le mari. Que peut-il lui demander ? est-ce seulement 10,000 francs, c'est-à-dire la moitié de la dette, est-ce 14,000 francs, c'est-à-dire la différence entre la dette de 20,000 francs et les 6,000 francs fournis par la femme ?

L'opinion qui nous paraît la plus certaine décide que le créancier personnel de la femme n'a de recours contre le mari que pour la moitié de la dette, soit ici pour 10,000 francs. Elle s'appuie sur l'article 1485 qui déclare expressément le mari tenu de la moitié des dettes « personnelles à la femme et qui étaient tombées à la charge de la communauté. » Ce texte ne distingue pas suivant que la femme est solvable ou non, ni suivant que l'émolument est ou non suffisant pour acquitter la moitié des dettes ; il est conçu en termes généraux et s'applique par conséquent à notre hypothèse. Donc le créancier n'a prise contre le mari que pour 10,000 francs.

Les partisans de l'opinion adverse ne s'élèvent pas contre cet argument ; pour eux comme pour nous, les tiers n'ont d'action directe contre le mari que pour la moitié des dettes personnelles à la femme. Ce n'est pas, disent-ils, par une action exercée en leur propre nom que les tiers réclament au mari la différence entre l'émolument et la moitié des dettes, c'est-à-dire dans notre espèce les 4.000 francs qui excèdent la moitié, mais bien par une action indirecte qu'ils intentent au nom de la femme et de son chef. Ce droit résulte des articles 1483 et 1466 combinés. En effet, au regard du mari, le bénéfice d'émolument s'applique à toutes les dettes de la

communauté et la femme en jouit même pour ses dettes personnelles, de telle sorte que si elle paye *ultra vires emolument*, elle a un recours contre son conjoint pour ce qui excède cet émolument. C'est ce même recours que le créancier exerce du chef de la femme et comme subrogé à ses droits, conformément à l'article 1166 aux termes duquel, « les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur. » Dans l'exemple que nous avons choisi, d'une part le créancier réclame 10.000 francs au mari par une action directe, et en outre il lui réclame par voie indirecte, au nom de la femme, la différence entre la moitié de la dette et le montant de l'émolument. De cette façon il obtient en fin de compte la somme de 14.000 francs.

Pour ruiner ce raisonnement très spécieux, il suffit de remarquer qu'il fait intervenir l'article 1166 dans une hypothèse où l'application de cet article est impossible et inexplicable. En effet, la femme n'a action contre son conjoint que pour les sommes qu'elle a versées au delà de son émolument. Or dans cette controverse nous supposons qu'elle n'a acquitté la dette qu'*intra vires emolument*, puisqu'elle est insolvable et n'a pas de biens personnels. Par conséquent elle n'a aucune action en indemnité contre le mari. Comment dès lors pourrait-il être question de permettre au créancier d'exercer au nom de la femme un droit qu'elle même ne possède pas ? Quelle action pourrait-il intenter de son chef ?

Certains disent que l'action mise en mouvement par le créancier n'est pas une action en indemnité, comme on le prétend ci-dessus ; ce serait une action en garantie.

Poursuivie à raison d'une dette personnelle, la femme aurait le droit d'appeler son mari en garantie et de l'obliger à mettre fin au procès en payant au créancier la différence entre la moitié de la dette et le montant de l'émolument, différence qu'il doit seul supporter, puisque la femme ne contribue aux dettes que dans la limite de son émolument. Mais c'est une affirmation purement gratuite; nous serions fort curieux de savoir quel texte donne à la femme cette action en garantie; ce n'est assurément pas l'article 1483 duquel découle uniquement pour le mari l'obligation d'indemniser sa femme quand elle a acquitté des dettes *ultra vires emolumenti*, ce qui n'est pas le cas.

De quelque façon qu'on le présente, l'argument tiré de l'article 1466 n'a aucune valeur.

Nous reconnaissons cependant qu'il y a deux motifs sérieux de douter: d'une part notre opinion aboutit à rendre la situation du mari plus avantageuse dans le cas où la femme est insolvable que dans le cas où elle est solvable; d'autre part elle est contredite par Pothier.

D'abord dans notre opinion, le mari a tout à gagner à l'insolvabilité de sa femme. En effet quand la femme est solvable, elle paye intégralement ses dettes personnelles; puis se retournant contre le mari, elle l'oblige à l'indemniser du préjudice qu'elle a éprouvé, c'est-à-dire à lui fournir les sommes qu'elle a versées au delà de son émolument; de telle sorte que le mari supporte dans cette hypothèse non seulement la moitié de ces dettes, mais encore la différence entre l'autre moitié et la valeur de l'émolument.

Au contraire quand la femme est insolvable, forcément elle n'acquitte ses dettes qu'*intra vires emolumenti* et n'a par suite aucun recours contre son conjoint. D'un autre côté, les créanciers ne peuvent s'adresser au mari que pour la moitié des dettes nées du chef de la femme ; d'où il résulte que le mari acquitte simplement cette moitié et ne supporte pas la différence entre l'autre moitié et le montant de l'émolument. Donc notre opinion aboutit, chose assez étrange, à intéresser le mari à l'insolvabilité de sa femme.

C'est sans doute cette raison qui a amené Pothier à décider que, bien qu'en principe le mari réponde de la moitié seulement des dettes personnelles de la femme, cependant « si les biens de la communauté échus par le partage aux héritiers de la femme, n'étaient pas suffisants pour acquitter l'autre moitié, il serait encore tenu envers les créanciers de ce qui s'en manquerait (1). »

En réalité c'est sur ces deux raisons que se fonde l'opinion adverse ; nous ne les croyons pas décisives. L'autorité de Pothier n'est après tout qu'une autorité purement morale, capable de fortifier une théorie établie déjà par de solides arguments, mais insuffisante pour décider d'une controverse. D'autre part nous n'avons pas à nous préoccuper de cette sorte de contradiction, ou tout au moins de cette *inelegantia juris* que nous avons signalée, puisqu'elle résulte du fonctionnement normal et régulier du bénéfice d'émolument.

Donc dans l'hypothèse où une femme insolvable n'ac-

(1) Pothier, n° 730.

quitte ses dettes personnelles que jusqu'à concurrence de son émolument, les créanciers ne peuvent réclamer au mari que la moitié de ces dettes et non la totalité déduction faite de la valeur de l'émolument (1).

Il ne nous reste plus, pour terminer ce chapitre, qu'à résoudre la question de savoir si la femme peut valablement, dans son contrat de mariage, renoncer au bénéfice d'émolument. Nous verrons d'abord si la femme peut, dans son contrat de mariage, renoncer purement et simplement au bénéfice de l'article 1483. Nous examinerons ensuite si la clause de forfait stipulée au profit de la femme aboutit à la priver du bénéfice d'émolument. Enfin nous dirons quel est, à ce point de vue, l'effet de la clause qui attribue à la femme survivante la totalité de la communauté.

1° La femme peut-elle valablement, dans son contrat de mariage, renoncer purement et simplement au bénéfice de l'article 1483? Quelle serait la valeur d'une clause par laquelle la femme déclarerait renoncer au droit d'exercer le bénéfice d'émolument?

La réponse à cette question n'est pas douteuse; une clause de cette nature devrait être considérée comme nulle. Permettre à la femme de renoncer au bénéfice

(1) En ce sens Laurent, XXIII, n° 53 et Colmet de Santerre VI, n° 145 bis, X et XI. — *Contrà* Marcadé et Pont, V, p. 633 et 634; — Rodière et Pont, II, n° 1135; — Aubry et Rau, V, § 520, p. 435, texte et note 5; — Dalloz, supplément, Contrat de mariage, n° 920; — Guillouard, III, n° 1381.

d'émolument, avant le mariage, lorsqu'elle ne sait pas encore s'il y aura lieu de s'en prévaloir dans l'avenir, lorsqu'elle ne saisit peut-être pas la portée de cette renonciation, serait aller directement contre l'esprit de la loi qui a introduit ce privilège pour garantir la femme contre les abus commis par le mari, dans l'administration de la communauté, et lui assurer dans tous les cas la conservation de ses propres. Le bénéfice d'émolument est de l'essence du régime de la communauté, et les époux ne peuvent en adoptant ce régime, faire disparaître ce qui lui est essentiel. Sans doute aucun texte ne prononce formellement la nullité d'une disposition par laquelle la femme renoncerait au privilège de l'article 1483, tandis que nous voyons au contraire l'article 1453 défendre expressément de convenir que la femme sera privée du droit de renoncer à la communauté. Mais cette prohibition est contenue implicitement dans l'article 1453, et, à défaut de texte formel, les motifs qui justifient l'existence et le maintien dans le code du bénéfice d'émolument, montrent que ce bénéfice est d'ordre public ; par suite il est impossible de permettre à la femme d'y renoncer, avant que ce droit soit ouvert par la dissolution de la communauté. Telle était la solution admise par Pothier : « Les clauses qui tendent à engager les propres de la femme, dit-il, sont aussi nulles, telles que celle par laquelle il serait dit que la femme serait tenue des dettes de la communauté pour sa part, au delà de l'émolument qu'elle y a (1). »

(1) Pothier, Coutume d'Orléans, n° 39. — V. Troplong, III, n° 1780 ; — Massé et Vergé sur Zacharia, IV, p. 167, note 12 ; —

La femme peut bien renoncer indirectement au bénéfice d'émolument en ne faisant pas inventaire ou en parlant aux obligations contractées par le mari, mais elle ne peut pas y renoncer directement, d'avance, par son contrat de mariage.

2° La clause de forfait stipulée au profit de la femme, la prive-t-elle du droit d'invoquer le bénéfice d'émolument ?

La clause de forfait de communauté est celle par laquelle les époux conviennent que l'un d'eux ne prendra qu'une somme déterminée pour tout droit de communauté. En conséquence si elle est stipulée au profit de la femme, celle-ci recueille toute la communauté, à la condition de payer au mari ou à ses héritiers une somme fixée d'avance ; mais elle supporte seule la totalité des dettes communes. Est-elle tenue de les acquitter intégralement, en toute hypothèse, même quand l'actif est insuffisant, ou bien jouit-elle du bénéfice d'émolument comme sous le régime de la communauté légale ? La solution de cette difficulté est très délicate ; deux opinions sont soutenues dans la doctrine.

Une première opinion décide que la stipulation de la clause de forfait a pour effet d'enlever à la femme le bénéfice de l'article 1483. Elle s'appuie sur les arguments suivants : Tout d'abord l'article 1522 oblige l'époux

Dalloz, contrat de mariage, n° 2481 ; — Rodière et Pont, II, n° 1127 ;
— Laurent, XXIII, n° 63 ; — Fuzier-Herman, Communauté,
n° 2271,

en faveur duquel le forfait a été stipulé « à payer la somme convenue, soit que la communauté soit bonne ou mauvaise, suffisante ou non, pour acquitter la somme ». Or si la femme jouissait du bénéfice d'émolument, elle n'acquitterait plus la somme promise, car, pour ce qui excéderait le montant de l'émolument, les dettes viendraient à la charge du mari et diminueraient ainsi la valeur convenue qui devait lui être acquise dans tous les cas.

En second lieu l'article 1524, al. 3, prévoyant l'hypothèse où le forfait est stipulé au profit de la femme, déclare qu'elle a le choix ou de payer la somme fixée « en demeurant obligée à toutes les dettes ou de renoncer à la communauté. » Il en résulte que si la femme accepte la communauté elle doit supporter l'intégralité des dettes ; dès lors on ne peut lui accorder le bénéfice d'émolument qui lui permettrait de ne les acquitter qu'en partie seulement.

De plus il faut remarquer que le législateur craignant qu'on ne supposât la femme privée du droit de renoncer à la communauté, dans le cas où la clause de forfait est stipulée à son profit, a cru devoir lui réserver expressément ce droit ; il l'a fait dans l'article 1524. Le même motif l'engageait à réserver formellement à la femme le bénéfice d'émolument ; il n'a pourtant rien dit à cet égard, c'est donc qu'il a considéré la femme comme réellement privée de ce bénéfice.

Enfin cette solution découlerait de la nature du forfait. L'idée de forfait implique l'idée de risques à courir et d'avantages à espérer. Or si la femme jouissait du béné-

fice d'émolument, elle ne courrait aucun risque, elle n'aurait que des avantages à espérer.

Il résulte de tous ces arguments que le bénéfice de l'article 1483 est inconciliable avec la clause de forfait ; par la stipulation de cette clause à son profit, la femme perd le droit de se prévaloir du bénéfice d'émolument (1).

Nous préférons l'opinion contraire, et nous pensons que la stipulation du forfait de communauté n'enlève pas à la femme la jouissance du privilège de l'article 1483.

Commençons par noter que le bénéfice d'émolument n'a pas pour effet de garantir la femme contre tout risque de perte, ainsi qu'on le prétend dans l'autre système. En effet la femme est exposée à ne trouver dans la communauté, qu'une valeur insuffisante pour acquitter le forfait promis, et comme, malgré cette insuffisance, elle est néanmoins tenue de le fournir, si elle a accepté (article 1522), elle risque d'être forcée d'entamer sa fortune personnelle.

Nos adversaires tirent encore argument de ce fait que le législateur d'une part permet expressément à la femme de renoncer à la communauté, tandis que d'autre part il garde un silence absolu relativement au bénéfice d'émolument. Mais ce silence s'explique facilement. Le Code

(1) En ce sens Troplong, III, n° 2166 ; — Marcadé et Pont, V, p. 718 ; — Dalloz, Contrat de mariage, n° 2481 et Supplément, n° 1069 ; — Rodière et Pont, III, n° 1598 ; — Laurent, XXIII, n° 372 ; — Colmet de Santerre, VI, n° 192 bis, III ; — Guillouard, III, n° 1636.

n'avait pas à se prononcer. Sur le point de savoir si, dans le cas de forfait, la femme conserve néanmoins le droit de répudier la communauté, il y avait un doute possible que la loi devait éclaircir. Au contraire elle n'avait pas à statuer sur le bénéfice d'émolument, car ce privilège étant attaché à toute acceptation de la femme (1), par cela seul qu'il ne lui était pas retiré expressément, la question était résolue, le droit commun demeurerait applicable.

Du reste si le code accorde à la femme le droit de renoncer à la communauté, pourquoi lui refuserait-il le droit d'exercer le bénéfice d'émolument ? Ce privilège n'est nullement contraire à l'essence du forfait, et la preuve en est que si la femme se le réservait expressément, dans son contrat de mariage, cette réserve serait valable. Dès lors, comment supposer que la femme renonce au bénéfice de l'article 1483 par cela seul qu'elle a omis de s'expliquer à ce sujet ?

Enfin l'article 1522 qui oblige la femme à payer toutes les dettes de la communauté ne contredit pas notre opinion ; il veut simplement remarquer que ces dettes ne se divisent pas entre les deux époux, conformément à l'article 1482 ; il ne vise nullement l'article 1483.

L'article 1524, al. 3, est plus douteux ; cependant nous croyons qu'il ne fait aucune allusion aux dettes de la communauté, et que son but unique est de déclarer la femme tenue d'acquitter le forfait entre les mains du

(1) Nous le verrons ci-après dans la troisième partie.

mari ou de ses héritiers, même en cas d'insuffisance de l'actif commun.

En résumé, aucun texte, aucune raison ne démontrant que la loi a voulu exclure le bénéfice d'émolument en cas de stipulation de forfait, nous pensons que le droit commun demeure applicable sous l'empire de cette clause et que la femme conserve le droit de se prévaloir du bénéfice de l'article 1483 (1).

3° L'attribution de toute la communauté à la femme, la prive-t-elle du droit d'invoquer le bénéfice d'émolument ?

Les époux peuvent convenir « que la totalité de la communauté appartiendra au survivant ou à l'un d'eux seulement » (article 1525). En vertu de cette clause l'un des conjoints recueille toute la communauté, à la charge de payer toutes les dettes (2) ; l'autre a droit aux « apports et capitaux qui sont entrés de son chef. Si l'attribution a lieu au profit de la femme, peut-elle invoquer le bénéfice de l'article 1483 et ne payer les dettes qu'*intra vires emolumenti* ? Nous retrouvons ici les deux opinions que

(1) En ce sens Massé et Vergé sur Zachariæ, IV, p. 209 et note 13 ; — Aubry et Rau, V, § 520, p. 507, texte et note 9 ; — Fuzier-Herman, communauté, n° 3180 et 3181. — On dit souvent à l'appui de notre solution que le bénéfice d'émolument étant d'ordre public, la femme ne peut y renoncer d'avance. Qu'elle ne puisse y renoncer purement et simplement, c'est bien évident ; mais qu'elle ne puisse se dessaisir de ce privilège moyennant certains profits, certains avantages aléatoires, ce n'est nullement démontré, donc cet argument n'a aucune valeur.

(2) Sauf celles qui sont tombées dans la communauté comme conséquence des apports de l'autre époux.

nous avons exposées à propos du forfait de communauté.

La première opinion décide que la stipulation de cette clause prive la femme du bénéfice d'émolument. La femme en convenant qu'elle prendra toute la communauté en cas de survie aurait renoncé tacitement à ce privilège. Les héritiers du mari qui ne recueillent rien dans la communauté ne peuvent être tenus des dettes, et ils en seraient tenus si la femme jouissait du bénéfice d'émolument. En somme cette opinion invoque les mêmes arguments que pour le cas de forfait. Nous n'avons pas à reproduire ces arguments (1).

Pour nous l'attribution de la communauté à la femme n'a pas pour effet de lui enlever le droit de se prévaloir du bénéfice d'émolument. Comme nous l'avons dit en étudiant la même question pour le forfait de communauté, rien ne démontre d'une façon bien évidente que, dans notre hypothèse, la loi ait voulu priver la femme de son privilège ; dès lors il est prudent de s'en tenir au droit commun. Bien plus nous n'avons ici aucun texte analogue aux articles 1522 et 1524 et par suite nous avons encore moins de raisons de douter que pour le cas de forfait (2).

Pour résumer toute cette question, nous concluons

(1) En ce sens Marcadé et Pont, V. p. 718 ; — Rodière et Pont, III, n° 1612 ; — Laurent, XXIII, n° 375 bis ; — Colmet de Santerre, VI, n° 193 *bis*, IV ; — Dalloz, supplément, contrat de mariage, n° 1080 ; — Guillouard, III, n° 1644.

(2) En ce sens Massé et Vergé sur Zachariæ, IV, p. 211 ; — Aubry et Rau, V, § 520, p. 509, texte et note 15 ; — Fuzier-Herman, communauté, n. 2319.

d'une part que jamais la femme ne peut, dans son contrat de mariage, renoncer purement et simplement au bénéfice d'émolument, et que d'autre part la perte de ce bénéfice ne résulte pas indirectement de la stipulation au profit de la femme de la clause de forfait ou de la clause d'attribution de toute la communauté.

APPENDICE

DE LA SITUATION DES HÉRITIERS DE LA FEMME RELATIVEMENT AU BÉNÉFICE D'ÉMOLUMENT

Dans le cours de cette étude, et notamment à l'occasion de certaines controverses, nous avons déjà parlé des héritiers de la femme, mais d'une façon incidente et sans poser de principe général. Il est donc utile de remarquer une fois pour toutes, que les héritiers de la femme jouissent du bénéfice d'émolument comme la femme elle-même. Comme elle ils peuvent l'invoquer tant au regard du mari qu'à l'égard des tiers, à la condition d'avoir satisfait aux formalités de l'inventaire et du compte. En un mot leur situation et leurs droits sont absolument identiques à ceux de la femme.

Cette assimilation entre la femme et ses héritiers ne résulte pas de l'article 1483. L'article 228 de la coutume de Paris donnait expressément aux héritiers comme à la femme le privilège de n'être tenus des dettes communes que jusqu'à concurrence de ce qu'ils amendaient dans la communauté. Au contraire l'article 1483 reste muet à cet égard. Mais l'article 1491 dans lequel les rédacteurs du Code ont synthétisé tous les droits des héritiers tant du mari que de la femme, dit formellement : « Tout ce qui a été dit..... à l'égard du mari et de la femme, a également

lieu à l'égard des héritiers de l'un ou de l'autre ; et ces héritiers exercent les mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations que le conjoint qu'ils représentent. » C'est de ce texte que découle l'assimilation que nous avons faite entre la situation de la femme et celle de ses héritiers au point de vue du bénéfice d'émolument (1).

De même il faut assimiler à la femme le cessionnaire de ses droits dans la communauté. La cession consentie par exemple en vue d'éviter les ennuis et les lenteurs de la liquidation, a pour effet de subroger le cessionnaire dans tous les droits et actions de la femme. Par suite il jouit du bénéfice d'émolument sous les mêmes conditions et de la même manière que la femme (2).

(1) Rodière et Pont. II, n° 1147 ; Aubry et Rau, V. § 520, p. 444 — Guillouard, III, n° 1418.

(2) Battur, II, n° 678. Dalloz, Contrat de mariage, n° 2482.

TROISIÈME PARTIE

COMPARAISON ENTRE LE BÉNÉFICE D'ÉMOLUMENT ET LE BÉNÉFICE D'INVENTAIRE DE L'HÉRITIER

SOMMAIRE : Quelques ressemblances entre le bénéfice d'émolument et le bénéfice d'inventaire. — Différences fondamentales. La femme peut-elle accepter la communauté sans bénéfice d'inventaire ? intérêt de la question ; solution.

Nous avons achevé l'étude proprement dite du bénéfice d'émolument. Ce travail serait pourtant incomplet, si nous omettions de comparer le bénéfice d'émolument de la femme commune en biens avec une autre institution de même nature, le bénéfice d'inventaire de l'héritier.

Avant tout définissons l'un et l'autre de ces bénéfices. Le bénéfice d'émolument, avons-nous dit (1), est une sorte de privilège établi au profit de la femme commune en biens et en vertu duquel elle ne supporte les dettes de la communauté, à la dissolution de celle-ci, que jusqu'à concurrence de ce qu'elle recueille dans l'actif. Quant au bénéfice d'inventaire, c'est une sorte de privilège établi au profit de l'héritier, et en vertu duquel il ne supporte les dettes héréditaires que jusqu'à concurrence de ce qu'il recueille dans la succession. Cette seconde défini-

(1) V. Au début de cette étude.

tion est presque calquée sur la première; c'est qu'en effet il existe entre ces deux institutions de nombreuses analogies. Ainsi :

1^o Le bénéfice d'émolument permet à la femme de ne supporter les dettes de la communauté qu'*intra vires emolument*, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de sa part dans l'actif commun; de même le bénéfice d'inventaire permet à l'héritier de n'acquitter les dettes qu'*intra vires successionis*, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de sa part dans l'actif héréditaire;

2^o Pour jouir du bénéfice d'émolument, la femme doit accomplir deux formalités : elle doit faire inventaire et rendre compte (article 1483); ces mêmes formalités l'héritier doit les observer, s'il veut profiter du bénéfice d'inventaire (articles 794 et 803);

3^o La bonne foi dans la confection de l'inventaire est strictement exigée de l'héritier comme de la femme. L'inventaire de l'héritier doit être « fidèle et exact » (article 794), et l'inexactitude volontaire est punie de la déchéance du privilège (article 801). L'inventaire imposé à la femme doit être « bon et fidèle », et l'on s'accorde pour frapper la mauvaise foi de la femme de la déchéance du bénéfice d'émolument.

Mais des différences capitales font du bénéfice d'émolument et du bénéfice d'inventaire deux institutions séparées, deux privilèges bien distincts l'un de l'autre.

1^o Notons tout d'abord une différence historique. Le bénéfice d'inventaire nous a été transmis par le droit

romain où il fut introduit par Justinien (1) ; le bénéfice d'émolument est d'origine relativement récente, puisqu'il était inconnu avant le xvi^e siècle.

2° Rappelons aussi que tandis que l'héritier jouit du bénéfice d'inventaire pour toutes les dettes de la succession, la femme ne jouit du bénéfice d'émolument vis-à-vis des tiers, et sauf son recours contre le mari, que pour les dettes auxquelles elle n'est obligée qu'en sa seule qualité de commune.

3° L'héritier qui veut accepter la succession sous bénéfice d'inventaire doit en faire la déclaration au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement où la succession s'est ouverte ; sa déclaration est inscrite sur le registre destiné à recevoir les actes de renonciation. Cette formalité est essentielle ; quand l'héritier omet de l'accomplir, il est héritier pur et simple.

Au contraire la femme est investie de plein droit du bénéfice d'émolument ; aucune déclaration de volonté ne lui est imposée, ni lors de son acceptation, ni dans l'inventaire des biens communs. « Le privilège accordé à la femme par l'article 1483, porte un arrêt de la Cour de Nancy, de n'être tenue des dettes que jusqu'à concurrence de son émolument, est acquis de plein droit à celle-ci, sans quelle ait besoin de le réclamer ;.... son silence avant la liquidation ne saurait jamais lui être imputé à renonciation (2). » En effet l'article 1483 n'oblige la

(1) L. 22. C. de jur. délib. vi, 30.

(2) Nancy, 7 avril 1859, S. 59. 2. 475,

femme à aucune déclaration, tandis que pour l'acceptation sous bénéfice d'inventaire, il y a un texte formel, l'article 793. La question ne fait pas de difficulté (1).

Il n'y a donc pas pour la femme deux manières d'accepter la communauté; elle n'a pas à choisir entre l'acceptation pure et simple et l'acceptation bénéficiaire; son acceptation est toujours bénéficiaire. Sans doute si elle négligeait d'observer la formalité de l'inventaire, elle devrait être déclarée déchue de son privilège; mais il n'en est pas moins vrai qu'en principe deux partis lui sont offerts : ou accepter, ou répudier la communauté. Le bénéfice d'émolument est inhérent à la qualité de femme commune acceptante; il est de droit commun (2).

(1) Massé et Vergé sur Zachariæ, IV, p. 167, note 12 — Dalloz, Contrat de mariage, n° 2478 — Rodière et Pont, II, n° 1122 — Aubry et Rau, V, § 520, p. 438 — Guillouard, III, n° 1386 — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2274. Nancy, arrêt précité.

Cette différence entre le bénéfice d'émolument et le bénéfice d'inventaire n'existe pas dans la législation italienne. Sous le régime du code civil Italien, l'héritier doit, comme dans notre droit, faire la déclaration qu'il n'entend accepter la succession que sous bénéfice d'inventaire. Mais la femme est également assujettie à cette déclaration (V. Conclusion.)

Remarquons aussi que sous le régime du nouveau code civil allemand, l'héritier ne représente pas la personne du défunt, comme en droit français; il représente la masse héréditaire, et, en conséquence, il n'est en principe tenu des dettes qu'*intra vires successionis*. Tout héritier est donc de plein droit héritier bénéficiaire.

(2) Le fait que le bénéfice d'émolument est inhérent à la qualité de femme commune acceptante est invoqué par les partisans de la distinction des héritiers en héritiers proprement dits et en successeurs aux biens, contre l'argumentation sur laquelle s'appuient les partisans de l'opinion contraire et en particulier Demolombe.

Pour Demolombe, dans notre droit actuel, tous les successeurs sont tenus des dettes héréditaires sans aucune limite, *ultra vires successionis*; en d'autres termes l'obligation indéfinie de payer

Le bénéfice d'inventaire a lui un caractère exceptionnel ; il n'est pas attaché à la qualité d'héritier, car l'héritier a le choix entre l'acceptation pure et simple, l'acceptation sous bénéfice d'inventaire et la répudiation de la succession.

les dettes héréditaires n'est pas seulement imposée aux héritiers investis de la saisine ; elle pèse sur tous les successeurs à titre universel, par conséquent aussi bien sur le légataire à titre universel que sur l'héritier proprement dit.

Il tire argument des articles 873, 1009 et 1012 combinés avec l'article 2092 et raisonne ainsi : Aux termes de l'article 873, « les héritiers sont tenus des dettes et charges de la succession *personnellement* pour leur part et portion virile et hypothécairement pour le tout. » De même l'article 1009 porte que « le légataire universel qui sera en concours avec un héritier auquel la loi réserve une quotité des biens, sera tenu des dettes et charges de la succession du testateur *personnellement* pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout ». Enfin l'article 1012 s'occupant du légataire à titre universel décide qu'il « sera tenu, comme le légataire universel, des dettes et charges de la succession du testateur, *personnellement* pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout ». Or être tenu personnellement des dettes héréditaires, c'est être tenu de les acquitter *ultra vires successionis*, sans aucune limite. L'article 2092 dit en effet que « quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir ». Donc le légataire à titre universel et le légataire universel en concours ou non avec un héritier réservataire, sont tenus des dettes *ultra vires successionis*, comme l'héritier légitime.

A cet argument les partisans de l'ancienne distinction opposent l'article 1483, et ils répondent qu'il n'est pas vrai de dire que tout débiteur tenu personnellement est tenu *ultra vires*. En effet la femme acceptante quoique tenue personnellement de la moitié des dettes de la communauté, puisque, comme nous le verrons plus loin (7^e différence entre le bénéfice d'émolument et le bénéfice d'inventaire,) elle peut être poursuivie sur tous ses biens, même sur ses propres, n'est cependant tenue qu'*intra vires emolument*, et cela de plein droit, sans qu'elle ait à faire aucune déclaration.

Il y aurait d'autres réponses à opposer à l'argument de Demolombe, mais les exposer serait sortir de notre sujet.

4° L'héritier doit procéder à l'inventaire des biens héréditaires dans le délai de trois mois à dater de l'ouverture de la succession (article 795). Aucune discussion n'est possible à cet égard.

Au contraire la question de savoir si un délai est assigné à la femme pour la confection de l'inventaire des biens communs est très controversée. L'opinion la plus généralement suivie oblige la femme à faire inventaire dans un délai de trois mois à compter de la dissolution de la communauté; c'est l'opinion de la jurisprudence. Nous avons dit que cette doctrine nous semble trop rigoureuse, et nous avons admis qu'aucun délai n'est imposé à la femme pour procéder à l'inventaire (1).

5° L'acceptation sous bénéfice d'inventaire empêche la confusion des biens héréditaires et des biens personnels de l'héritier (article 802, 2°). Propriétaire des biens de la succession aussi bien que de sa fortune personnelle, l'héritier a cependant entre les mains deux patrimoines distincts et séparés. A l'inverse les biens de la communauté qui échoient à la femme se confondent avec ses propres et ne forment avec eux qu'un seul et unique patrimoine (2).

Cette quatrième différence est fondamentale; les autres différences très importantes que nous allons étudier, en découlent tout naturellement.

6° Aux termes de l'article 802, 1°, l'héritier bénéfi-

(1) V. II^e partie, Chapitre I, Section 1.

(2) Aubry et Rau, V, § 520, p. 438. — Guillouard, III, n° 1387.

ciaire a la faculté de « se décharger du paiement des dettes, en abandonnant tous les biens de la succession aux créanciers et aux légataires. » Ce droit s'explique facilement : d'une part l'héritier bénéficiaire n'est pas débiteur personnel des dettes de la succession ; il en est seulement tenu *propter rem*, c'est-à-dire en sa qualité de détenteur des biens héréditaires, et par suite il a droit au délaissement ; d'autre part les biens de la succession demeurent distincts de ses biens propres, de sorte qu'aucun obstacle ne s'oppose à cet abandon.

La même faculté appartient-elle à la femme ? Jouit-elle du droit de faire cesser les poursuites en abandonnant en nature aux créanciers les biens qu'elle a recueillis dans la masse commune ?

A cet égard Pothier semble faire une distinction entre les meubles et les immeubles ; il décide que la femme peut abandonner en nature au moins les immeubles communs. « Lorsque ce sont des meubles, dit-il, elle doit s'en charger suivant la prisée qui a été faite par l'inventaire, et elle ne serait pas recevable à les abandonner en nature après les avoir usés. Lorsque ce sont des héritages, elle doit s'en charger suivant l'estimation qui en a été faite par le partage, si mieux elle n'aime les abandonner en nature, en tenant compte en ce cas des dégradations qui procéderaient de son fait (1) ».

Cette opinion n'a pas prévalu sous l'empire du Code civil. Comment la femme aurait-elle le droit d'abandonner en nature son émolument aux créanciers communs ?

(1) Pothier, n° 747.

D'abord les biens qui composent cet émolument sont définitivement et irrévocablement confondus avec son patrimoine personnel ; il n'y a plus de séparation possible, et partant plus d'abandon possible. D'un autre côté la faculté de délaissement n'est accordée qu'au débiteur *propter rem*, comme par exemple au détenteur d'un immeuble grevé d'hypothèque ; le débiteur personnel ne saurait l'invoquer avec succès ; conformément à l'article 1243, il ne peut fournir au créancier une chose autre que celle qui lui est due. Or la femme est débitrice personnelle des dettes de la communauté. D'abord elle est débitrice personnelle des dettes qui procèdent de son chef, c'est évident ; en outre représentée à l'égard des actes relatifs au patrimoine commun par le mari, son mandataire légal, elle les ratifie par son acceptation et est censée les avoir faits conjointement avec lui ; elle est donc censée avoir contracté les dettes conjointement avec lui. « Une femme commune en biens, dit Pothier, est censée contracter avec lui (le mari) et par son ministère, dans tous les contrats que son mari fait durant la communauté, et accéder à toutes les obligations qui en résultent, pour la part qu'elle a dans la communauté, à cette condition néanmoins qu'elle ne sera tenue que jusqu'à concurrence de ce qu'elle amendera de ladite communauté (1). »

Du reste si la communauté était solvable, la femme ne pourrait certainement pas abandonner en nature, entre les mains des créanciers, une partie des biens qu'elle a recueillis ; elle serait tenue de leur fournir la chose ou la

(1) Pothier, Traité des obligations, n° 84.

somme convenue. Pourquoi en serait-il autrement au cas où la communauté est insolvable ? La règle doit être la même dans les deux hypothèses.

En voilà assez pour refuser à la femme, sans aucune hésitation, le droit de se libérer des dettes communes, en faisant abandon aux créanciers des biens qui composent son émolument (1).

De leur côté les créanciers ne pourraient exiger cet abandon ; en d'autres termes ils ne pourraient pas obliger la femme à leur livrer en nature les biens qu'elle a reçus par le partage. Ils n'ont sur ces biens, ni droit de propriété, ni droit d'hypothèque, ni aucun autre droit (2). La femme au contraire, en est propriétaire ; comment les créanciers auraient-ils le droit de la contraindre à abandonner les biens qui lui ont été attribués ? Jamais le créancier n'a le droit de forcer le débiteur à lui livrer ses biens *in specie* ; il ne peut que les saisir et les faire vendre pour se payer sur le prix, et aucun texte ne déroge à cette règle au profit des créanciers de la communauté (3).

7° Les créanciers héréditaires ne peuvent poursuivre

(1) Toullier, XIII, n° 247. — Troplong, III, n° 1759. — Rodière et Pont, II, n° 1125. — Laurent, XXIII, n° 76. — Aubry et Rau, V, § 520, p. 438 et 439, texte et note 18. — Dalloz, Supplément. Contrat de mariage, n° 902. — Guillouard, III, n° 1389. — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2277. — *Contra* Pothier, n° 747 ; — Battur, II, n° 803 ; — Bellot des Minières, II, p. 528 ; — Duranton, VIII, n° 489.

(2) Nous parlons des créanciers communs chirographaires.

(3) Rodière et Pont, II, n° 1125. — Aubry et Rau, V, § 520, p. 438, note 15. — Laurent, XXIII, n° 76. — Guillouard, III, n° 1399. — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2308.

l'héritier que sur les biens de la succession ; ils ne peuvent s'attaquer à ses biens personnels. L'héritier bénéficiaire n'est obligé aux dettes qu'en qualité de détenteur de la masse héréditaire ; il n'en est pas débiteur personnel et il n'en répond que sur les biens de la succession distincts de son patrimoine propre.

Le droit des créanciers de la communauté est plus étendu ; il n'est nullement limité aux biens échus à la femme par le partage de l'actif commun, mais il s'étend également à ses biens propres. En effet, nous l'avons vu ci-dessus, la femme est débitrice personnelle des dettes de la communauté, aussi bien de celles qui procèdent du chef de son mari que de celles qui procèdent de son chef, et par suite elle en répond sur tous ses biens (article 2092). D'ailleurs les biens qu'elle a recueillis et ses propres se sont confondus et ne forment qu'une seule masse qu'on ne peut désormais diviser (1).

8° L'acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire assure de plein droit aux créanciers héréditaires, le bénéfice de la séparation des patrimoines. Par conséquent elle leur donne sinon un privilège proprement dit, du moins un droit de préférence qui leur permet d'écarter sur les biens de la succession, le concours des créanciers personnels de l'héritier.

(1) En ce sens Colmar, 5 août 1862, D. 63. 5. 70 ; — Troplong, III, n. 1758 ; — Massé et Vergé sur Zachariæ, IV, p. 166, note 12 ; — Rodière et Pont, II, n. 1124 ; — Dalloz, Contrat de mariage, n. 2478, supplément n. 901 ; — Laurent, XXIII, n. 75 ; — Aubry et Rau, V § 520, p. 438 ; — Guillouard, III, n. 1387 ; — Fuzier-Herman, Communauté, n. 2276.

Au contraire le bénéfice d'émolument n'entraîne au profit des créanciers de la communauté aucun droit de préférence sur les créanciers personnels de la femme qui viennent par contribution avec eux sur le produit des biens qui lui sont échus. Et non seulement les créanciers communs ne jouissent pas de plein droit du bénéfice de la séparation des patrimoines, mais ils ne peuvent même pas le demander, et ils doivent subir forcément le concours des créanciers de la femme. Pourtant il serait naturel d'affecter exclusivement la valeur de l'émolument au paiement de leurs créances ; puisqu'ils sont forcés de se contenter de cet émolument, il serait juste d'obliger les créanciers personnels à se contenter des biens propres de la femme (1). D'autant plus que ce concours des créanciers de la femme a des conséquences désastreuses pour les créanciers de la communauté, lorsque la femme est insolvable et n'a pour tout bien que les effets mis dans son lot, à la dissolution de la communauté. Ainsi la femme est chargée de dettes qui lui sont propres, pour une somme de 10,000 francs ; sa part dans les dettes communes s'élève à 15,000 francs, et l'émolument vaut 10,000 francs ; elle n'a pas de biens propres. Si l'émolument était affecté exclusivement aux créanciers de la communauté, ceux-ci toucheraient 10,000 francs, soit les

(1) Par cette expression « créanciers personnels de la femme » nous avons en vue les créanciers qui n'ont aucun droit dans la communauté, parce que les dettes contractées vis-à-vis d'eux par la femme ne sont pas tombées dans le passif commun. Le mot créancier personnel de la femme est pris dans un sens différent de celui que nous lui avons attribué ailleurs et notamment dans l'étude des effets du bénéfice d'émolument.

$\frac{2}{3}$ de leurs créances. Par suite du concours des autres créanciers, ils ne touchent que 6,000 francs, c'est-à-dire les $\frac{2}{3}$ seulement de leurs créances.

Mais malgré ce résultat regrettable, il faut leur refuser le droit de demander la séparation des patrimoines, car la femme n'a pas deux patrimoines, elle n'en possède qu'un seul ; les biens de la communauté et ses propres ne constituent qu'une masse unique ; comment pourrait-il être question de séparation de patrimoines ? Que dans le cas d'acceptation sous bénéfice d'inventaire les créanciers héréditaires jouissent de la séparation des patrimoines, on le comprend très bien, puisque l'héritier est propriétaire de deux patrimoines séparés, son patrimoine propre et celui de la succession, tandis que la femme n'a, répétons-le encore une fois, qu'un seul patrimoine qu'il n'est pas possible de diviser.

D'ailleurs la séparation des patrimoines constitue une sorte de privilège ; c'est un droit exceptionnel établi au profit des créanciers et des légataires d'une succession, et qu'on ne saurait, sans un texte formel, concéder aux créanciers de la communauté (1).

9° L'héritier bénéficiaire quoique propriétaire des biens héréditaires n'a pourtant pas le droit d'en disposer à son gré. S'il veut aliéner soit des immeubles, soit même des meubles, il doit se conformer aux formalités édictées par

(1) Rodière et Pont, II, n° 1166. — Aubry et Rau, V, § 520, p. 441, texte et note 28. — Laurent XXIII, n° 86. — Guillelouard, III, n° 1407. — Fuzier-Herman, Communauté, n° 2328. — En sens contraire Caen, 13 novembre 1844, S. 46. 2. 31.

les articles 805 et 806. Lorsqu'il lui arrive de vendre quelque bien de la succession, sans se soumettre à ces formalités, sans doute la vente n'est pas nulle, mais il est censé avoir renoncé à son privilège, et encourt la déchéance du bénéfice d'inventaire.

Au contraire, la femme a pleins pouvoirs sur les biens qui composent son émolument ; elle n'est aucunement assujettie aux formalités des articles 805 et 806 ; elle peut aliéner les meubles et les immeubles comme elle l'entend, à condition néanmoins que ce soit sans fraude et sauf à rendre compte des sommes qu'elle a ainsi touchées (2).

Une question que nous sommes surpris de n'avoir rencontrée nulle part, et qu'il serait pourtant nécessaire d'élucider, est celle de savoir si la femme jouit du droit d'accepter la communauté sous bénéfice d'inventaire. Nous avons mis en relief les différences qui distinguent le bénéfice d'émolument de la femme du bénéfice d'inventaire de l'héritier ; il est donc facile de voir de quelle utilité serait pour la femme l'acceptation de la communauté sous bénéfice d'inventaire.

Le bénéfice d'émolument n'opère pas la séparation du patrimoine propre de la femme et des biens qui lui sont attribués dans l'actif commun ; d'où il résulte que la femme ne peut se décharger de l'obligation de payer les

(2) Dalloz, *Contrat de mariage*, n° 2478. — Rodière et Pont, II, n° 1123. — Laurent, XXIII, n° 77. — Aubry et Rau, V, § 320, p. 438. — Guillouard, III, n° 1389. — Fuzier-Herman, *Communauté*, nos 2273 et 2276.

dettes, en faisant abandon de son émolument entre les mains des créanciers, que ceux-ci peuvent la poursuivre tant sur ses biens personnels que sur les biens de son émolument, et que par contre ils ne jouissent pas du bénéfice de la séparation des patrimoines.

Or, si la femme avait la faculté d'accepter la communauté sous bénéfice d'inventaire, cette acceptation devrait produire les mêmes effets qu'en matière de succession ; elle serait régie par les articles 793 à 811. Par suite la femme prenant la communauté sous bénéfice d'inventaire, aurait deux patrimoines distincts ; comme l'héritier bénéficiaire elle pourrait s'exonérer de l'obligation d'acquitter les dettes en délaissant les biens qu'elle a pris dans la communauté ; les créanciers n'auraient action que sur ces mêmes biens et non sur ses propres ; enfin ils jouiraient du bénéfice de la séparation des patrimoines (1).

Tel est l'intérêt de la question. Elle mérite d'être étudiée avec soin, car la solution en est très délicate.

Pour refuser à la femme le droit d'accepter la commu-

(1) La situation faite à la femme par l'article 1483 est semblable à celle des successeurs aux biens tenus *intra vires successionis*, dans l'opinion qui admet cette distinction entre les successeurs à la personne et les successeurs aux biens, au point de vue des dettes héréditaires. Les successeurs aux biens qui ont accepté purement et simplement ne peuvent faire abandon, les créanciers de la succession peuvent les poursuivre même sur leurs biens personnels, enfin les créanciers ne jouissent pas du bénéfice de la séparation des patrimoines. L'acceptation sous bénéfice d'inventaire a donc les mêmes effets à leur égard, que l'acceptation de la communauté sous bénéfice d'inventaire à l'égard de la femme.

nauté sous bénéfice d'inventaire, on peut dire que la communauté étant une société constituée entre les époux, est régie par les principes édictés en matière de société, et non par les règles relatives aux successions. Sans doute le législateur a introduit dans la communauté un certain nombre de règles propres aux successions ; mais en cela il a dérogé au droit commun. Or il n'a pas concédé expressément à la femme la faculté d'accepter la communauté sous bénéfice d'inventaire, donc on ne peut la lui reconnaître.

L'ancien droit était bien en ce sens. En effet un arrêt du 8 mars 1605 avait déclaré nulles les acceptations de communautés faites sous bénéfice d'inventaire, et l'article 127 de l'ordonnance de 1629, portait qu'aucune personne ne serait reçue à prendre la communauté sous bénéfice d'inventaire (1).

En sens contraire on pourrait remarquer que le législateur a appliqué très souvent en matière d'acceptation et de répudiation de communauté les règles relatives à l'acceptation et à la répudiation des successions, de telle sorte qu'on peut dire qu'il regarde la femme comme un héritier. Parfois même il la traite avec plus de faveur que l'héritier ; ainsi il lui donne la faculté de ne payer les dettes qu'*intra vires emolument*, sans qu'elle ait à faire aucune déclaration de volonté. Donc la femme a relativement au patrimoine commun tous les droits que l'héritier possède relativement à la succession qui lui est échue, et par suite elle jouit du droit d'accepter la communauté sous bénéfice d'inventaire.

(1) V. Brillou, Dictionnaire des arrêts. Tome I, p. 680.

Quant à l'argument tiré de l'ancien droit, il ne saurait être regardé comme décisif. Les décisions contenues dans l'arrêt de 1603 et dans l'ordonnance de 1629 sont d'un temps trop rapproché de la date de la création du bénéfice d'émolument. A cette époque les effets du bénéfice d'émolument n'étaient pas bien précisés, on considérerait très probablement le bénéfice d'émolument comme tenant lieu à tous égards du bénéfice d'inventaire, de telle sorte qu'il a pu paraître inutile de permettre à la femme d'accepter la communauté sous bénéfice d'inventaire.

CONCLUSION

Sommaire : Critique du bénéfice d'émolument ; — Réformes nécessaires.

Nous n'avons pas à apprécier ici le principe même du bénéfice d'émolument. En effet, dès le début de cette étude, nous avons vu que ce privilège est une conséquence nécessaire des règles qui régissent la communauté et qui écartent complètement la femme de l'administration du patrimoine commun. L'institution du bénéfice d'émolument est pleinement justifiée et ne soulève guère de réclamations.

Pourtant, d'après un auteur, le bénéfice d'émolument, comme d'ailleurs la faculté de renoncer, dénaturerait l'idée essentielle de régime de communauté; l'existence de ces deux privilèges serait d'autant moins justifiable que souvent en fait la femme exerce une influence considérable sur les destinées de la communauté. Elle devrait donc être traitée comme un associé ordinaire et répondre, sans aucune limite, sur sa fortune personnelle, des suites de la communauté (1).

Dans son avant-projet de révision du code civil belge, Laurent remarque également que le mari n'est pas tou-

(1) Acolas. Manuel de droit civil. Tome III, p. 144 (renvoi aux pages 118 et 119).

jours responsable de l'insolvabilité de la communauté ; d'une part la femme participe à la gestion du patrimoine commun par ses conseils et par ses observations, et d'autre part elle est souvent, en raison de son luxe, de ses dépenses exagérées ou de son manque d'ordre et d'économie, la vraie cause de la ruine de la communauté. Mais il n'en déduit pas qu'il faut supprimer le bénéfice d'émolument ; il propose de l'accorder tantôt à la femme et tantôt au mari, suivant que la ruine de la communauté est imputable au mari ou à la femme ; les tribunaux seraient appelés à établir en fait quel est l'époux coupable et donneraient le bénéfice d'émolument à l'époux innocent (1).

Cette réforme obligerait les tribunaux à faire dans chaque cas une enquête difficile et très délicate ; elle nous semble impossible à réaliser. Du reste, s'il est vrai que la femme exerce parfois une réelle influence sur le sort du patrimoine commun, cependant le mari, maître de la communauté, peut toujours s'opposer aux dépenses de la femme et par conséquent il est toujours responsable de l'insolvabilité de la communauté. Ajoutons que ces critiques n'ont nulle part trouvé d'écho ; l'utilité et la convenance du bénéfice d'émolument sont reconnues universellement et sans discussion.

Mais la législation du bénéfice d'émolument prête au contraire à quelques critiques qui s'adressent soit au

(1) Laurent. Avant-projet de révision du code civil belge. Tome V, article 1518, p. 114 à 117.

texte si défectueux de l'article 1483, soit aux principes qui régissent le bénéfice d'émolument. Il est bon de les passer en revue et de voir en même temps les réformes et modifications nécessaires.

Au texte de l'article 1483 nous reprocherons en premier lieu de ne pas indiquer avec netteté et précision les effets du bénéfice d'émolument. Ces effets sont beaucoup plus étendus au regard du mari qu'au regard des tiers, et cependant si l'on s'en tenait à la lettre de l'article, on devrait décider qu'ils sont les mêmes dans tous les cas. Il est vrai qu'on est d'accord pour rétablir l'ancienne distinction ; mais il serait préférable qu'un texte formel et bien clair la consacrat officiellement, afin que les interprètes puissent se borner désormais à expliquer la loi, et n'aient plus en quelque sorte à la faire eux-mêmes.

Une seconde critique vise la fin de l'article 1483 qui oblige la femme à rendre compte « tant du contenu de l'inventaire que de ce qui lui est échu par le partage ». Ces expressions sont très obscures, et il serait bien mieux de dire que la femme doit rendre compte des biens qui constituent son émolument, que ces biens aient été ou non compris dans l'inventaire des biens communs.

D'autre part nous avons vu, en étudiant la question de savoir dans quel ordre la femme doit payer les créanciers de la communauté, qu'il faut appliquer à la femme acceptante l'article 808 concernant l'héritier bénéficiaire, et décider qu'elle doit les payer à mesure qu'ils se présentent.

Cette solution établit une inégalité choquante entre les créanciers. En effet si l'un d'eux habitant sur les lieux et par suite rapidement averti de la dissolution de la communauté, vient immédiatement réclamer le paiement de sa créance, il en obtient le montant intégral, au préjudice des créanciers plus éloignés. Ceux-ci ne touchent qu'une somme peut-être insignifiante, et en tout cas inférieure à celle qui leur aurait été attribuée si l'émolument avait été distribué au marc le franc. L'article 808, al. 1, il est vrai, permet aux créanciers de la succession de faire opposition entre les mains de l'héritier ; le même droit appartient aux créanciers de la communauté vis-à-vis de la femme, et, s'ils l'exercent, la femme ne peut verser son émolument « que dans l'ordre et de la manière réglés par le juge ». Malheureusement cette opposition aura peut-être lieu trop tard, alors que des créanciers mieux renseignés ont déjà reçu le paiement total des sommes qui leur étaient dues.

Pourquoi ne pas obliger la femme à avertir les créanciers de la dissolution de la communauté, par exemple au moyen d'affiches et d'annonces dans les journaux ? On fixerait en même temps un certain délai qui courrait du jour où les formalités de publicité auraient été remplies, et pendant lequel la femme ne pourrait faire aucun paiement valable, du moins aux créanciers chirographaires. Les oppositions se produiraient pendant ce délai ; puis l'émolument serait distribué au marc le franc entre les créanciers qui se seraient fait connaître. Cette réforme très avantageuse pour les tiers serait facile à réaliser : elle devrait d'ailleurs être étendue au bénéfice d'inventaire.

Le code civil italien nous a précédés dans cette réforme. En effet l'article 1044 de ce code décide que « après la dissolution de la communauté, la femme ou ses héritiers ont la faculté de renoncer à la communauté ou de l'accepter sous bénéfice d'inventaire, en se conformant à ce qui est établi pour les renonciations aux successions ou pour leur acceptation sous bénéfice d'inventaire ». La femme est obligée de déclarer expressément qu'elle accepte sous bénéfice d'inventaire, et son acceptation est régie par les règles relatives à l'acceptation bénéficiaire des successions. Or d'après l'article 955, la déclaration doit, dans le mois qui la suit et par les soins du greffier, « être transcrite au bureau des hypothèques du lieu où s'est ouverte la succession, et insérée par extrait dans le journal des annonces judiciaires ». Les créanciers ont un mois à dater du jour où ces formalités ont été remplies, pour faire opposition, car ce n'est qu'après ce délai que l'héritier et par conséquent la femme peuvent payer les créanciers à mesure qu'ils se présentent (article 976, 2°).

Vu,

Le professeur, président de la thèse,

J. MARIE.

Vu,

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

^

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Université de Caen.

E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE. —	7
INTRODUCTION. —	11
PREMIÈRE PARTIE. — Notions historiques.	17
DEUXIÈME PARTIE. — Du bénéfice d'émolument dans notre législation actuelle.	29
CHAPITRE I. Formalités imposées à la femme.	30
Section I. — De l'inventaire.	31
Section II. — Du compte.	67
CHAPITRE II. — Effets du bénéfice d'émolument.	73
Section I. — Effets au regard des créanciers de la communauté.	77
Section II. — Effets au regard du mari et de ses héritiers.	89
APPENDICE. — Situation des héritiers de la femme relativement au bénéfice d'émolument.	112
TROISIÈME PARTIE. — Comparaison entre le bénéfice d'émolument et le bénéfice d'inventaire.	113
CONCLUSION.	131



IMP. SUEUR-CHARRUEY, 10 RUE DES BALANCES, ARRAS.
